N° 2708
60e année
du 7 au
20 septembre 2006
Prix : 3€ (20 F)

L'ACTION FRANÇAISE 2000

paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Téléphone : 01-40-39-92-06 – Fax : 01-40-26-31-63 – Site Internet : www.actionfrancaise.net

Tout ce qui est national est nôtre

Notre dossier
LA FAILLITE DE L'ÉTAT ENSEIGNANT
avec
Guillaume CHATIZEL
Michel FROMENTOUX
Pierre LAFARGE
Stéphane MURATTI
Olivier PICHON
(pages 7 à 10)

La "rupture" que refuse Sarkozy

IL VEUT RELANCER LA CONSTITUTION EUROPÉENNE

L'éditorial de Pierre PUJO (page 1)

L'ESSENTIEL

Page 2
OUTRE-MER
– Le racisme sur RFO
par Jacques CEPOY

Page 4
POLITIQUE FRANÇAISE
– La chance d'être français
par Pierre PUJO
JUSTICE
– Haro sur le système pénal français
par Aristide LEUCATE

Pages 5 et 11
POLITIQUE ÉTRANGÈRE
– Crise du nucléaire iranien : que faire ?
par Pascal NARI
– L'inconscience américaine devant le Djihad
par Yves LENORMAND

Page 6
BIOÉTHIQUE
– Ces mots qui tuent
par Jean-Pierre DICKÈS

Pages 12 et 13
ARTS-LETTRES-SPECTACLES
– Notes sur un bonheur impossible
par Pierre LAFARGE
– Napoléon devant Pie VII
par René PILLORGET
– Les cèdres qu'on abat
par Anne BERNET

Page 14
CHRONIQUE
– Fabliaux rustiques et naïvetés dévotes
par Jean-Baptiste MORVAN
LES GRANDS TEXTES POLITIQUES
– Le système politique d'Auguste Comte
par Gérard BAUDIN

Page 16
HOMMAGE
– Volkoff un an après
par Pierre LAFARGE

GDF : de l'eau dans le gaz

Il y a de l'eau dans le gaz du nouveau dossier GDF. En 2004, lors du changement de statut des deux grandes entreprises énergétiques françaises, le ministre de l'Économie de l'époque, un certain Nicolas Sarkozy, avait promis que l'État conserverait un minimum de 70 % du capital des sociétés : **« Je l'affirme, parce que c'est un engagement du gouvernement : EDF et GDF ne seront pas privatisés. »**

Depuis, beaucoup d'eau a coulé, non seulement sous le pont qui enjambe la Seine, en face de l'Assemblée nationale où furent prononcées ces paroles, mais également dans le gaz distribué en France. Deux enjeux se télescopent pour menacer notre avenir énergétique : d'une part, la vague de mondialisation qui inonde tous les domaines de la vie économique, et, d'autre part, les ambitions présidentielles des différents candidats socialistes.

L'exception européenne

Le gaz, énergie fondamentale, est soumis à d'intenses pressions nationales sur tous les continents : le gouvernement bolivien vient d'engager la nationalisation de la filière d'exploitation contrôlée jusqu'à maintenant par l'espagnol Repsol ; la Russie a procédé à une "russification" du capital de ses producteurs au cours des derniers mois ; le Moyen-Orient continue de rester très vigilant sur l'ouverture de son sous-sol ; l'Afrique occidentale résiste comme elle le peut aux pressions des géants du secteur..

Une exception planétaire confirme cette règle universelle des pratiques de la mondialisation. Pour survivre dans cet enfer, il faut appliquer les principes du patriotisme économique ; l'exception, c'est l'Union européenne.

Lors du sommet de Barcelone en mars 2002, consacré à la libéralisation du marché de l'énergie, les pays membres se sont vus contraints de mettre fin au statut d'entreprise publique pour les opérateurs présents sur le secteur. Jacques Chirac et Lionel Jospin ont donc signé des deux mains ce nouvel oukaze des instances européennes.

Deux ans plus tard, le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin n'a fait qu'appliquer une directive européenne en transformant EDF et GDF en sociétés anonymes avec un capital social en partie privatisé. La gauche, dite de gouvernement (PCF, Verts, PS, etc.), qui avait, à travers sa participation à la cohabitation jospiniste, appuyé les résolutions du sommet européen, a formulé de nombreuses objections sans craindre les contradictions. Sarkozy, spécialiste de ce type de pratique politique, a donc donné sa forte parole.

Aujourd'hui, la crise énergétique s'affirmant, la

Henri LETIGRE

Suite p. 2

LA POLITIQUE SPECTACLE

■ ***Le chanteur Johnny Halliday et le rappeur Doc Gyneco partageaient avec Nicolas Sarkozy les honneurs de l'Université d'été de l'UMP (où l'on applaudit plus qu'on étudie). Si Sarkozy a besoin de faire appel à des amuseurs publics c'est bien qu'il sent que son discours de rupture ne prend pas, et risque de ne pas lui suffire pour l'emporter en 2007.***

Il m'a été donné récemment de rencontrer des brochettes de jeunes militants UMP : de sympathiques bourgeois, sans grande finesse politique, un peu arrivistes et fascinés par la "réaction" (mais sans en tirer les conséquences...) que mes camarades et moi étions censés représenter. Peu de chances de reconstruire une nation avec ces gens-là.

Sarkozy veut, en fait de rupture, transformer la vie politique française en spectacle à l'américaine. Pour cette raison et pour bien d'autres (son atlantisme, son européisme, son libéralisme effréné...). il est urgent de manifester le refus des Français.

À l'A.F., nous critiquons les institutions avant de critiquer les hommes, mais il faut bien avouer que s'il y a encore des patriotes à l'UMP (pensons à Rachid Kaci et quelques députés souverainistes), Sarkozy n'en fait pas partie !

Pierre LAFARGE

M 01093 - 2708 - F: 3,00 €

Le racisme sur R.F.O.

Édouard Boulogne, ancien directeur de l'excellente revue *Guadeloupe 2000*, tient sur Internet un blog où il réagit à tous les événements qui affectent la vie des Antilles françaises.

Nous apprenons par lui que le 26 janvier 2006 *R.F.O. Guadeloupe* diffusait à une heure de grande écoute (et rediffusait les jours suivants) l'émission *B World connexion* réalisée par l'animateur Brother's Jimmy. L'invité du jour était l'enseignante Anne Mazama, qui se répandit en propos ultra-racistes (anti-blancs) que l'animateur a accueillis avec une bienveillance souriante.

Aucun rappel à l'ordre n'est venu de la part de la direction de la chaîne. Édouard Boulogne a protesté sur son blog. Un auditeur, Michel Corbin, demeurant à Pointe-à-Pitre, a écrit pour se plaindre au Conseil supérieur de l'audiovisuel. Le 17 juillet, il recevait de Dominique Baudis, président du C.S.A., une lettre l'informant que « **le Conseil réuni en séance plénière le 20 juin 2006 a décidé d'envoyer à la chaîne une lettre de mise en garde** », estimant notamment que « **le discours tenu par Anna Mazama au cours de l'émission précitée était de nature à alimenter des tensions et des antagonismes au sein de la population française et à entraîner des attitudes de rejet envers une catégorie de la population en fonction de son origine.** »

■

* **Blog d'Édouard Boulogne :** http ://megistias.skyblog.com

L'ACTION FRANÇAISE 2000

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
Tél. : 01-40-39-92-06 • Fax : 01-40-26-31-63
I.S.S.N. 1166-3286

- Directeur : **Pierre Pujo**
- Secrétaire de rédaction : **Michel Fromentoux**
- *Politique :* Georges Ferrière, Yves Lenormand
- *Politique étrangère :* Pascal Nari
- *Chronique militaire :* Bernard Guillerez
- *Économie :* Henri Letigre, Serge Marceau.
- *Enseignement, famille :* **Michel Fromentoux,** chef de rubrique
- *Sciences et société :* Guillaume Chatizel,
- *Outre-mer :* Pierre Pujo
- *Médecine :* Jean-Pierre Dickès
- *Livres :* René Pillorget, Anne Bernet, Pierre Lafarge, Philippe Aleyrac, Romaric d'Amico
- *Arts-lettres-spectacles :* Léon Camus, Renaud Dourges, Monique Beaumont
- *Cinéma :* Alain Waelkens
- *Combat des idées :* Pierre Carvin, Jean-Philippe Chauvin
- *Art de vivre :* Pierre Chaumeil
- *Chroniques :* Jean-Baptiste Morvan, François Leger
- *Rédacteur graphiste :* Grégoire Dubost
- *Photos :* François Tabary

Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

GDF : de l'eau dans le gaz

Suite de la page 1

donne n'est plus la même. Le groupe Suez, deuxième gazier national, est menacé d'OPA par une société italienne. L'intérêt supérieur de la nation commande de regrouper nos entreprises (GDF et Suez) pour constituer un géant français. Mais cela passe par une nouvelle répartition du capital qui entraînera la privatisation de l'ancien monopole d'État.

L'intérêt national

Ce projet s'appuie, une fois n'est pas coutume, sur le patriotisme économique. Mais comme souvent dans un régime préoccupé surtout du court terme et soumis au gouvernement de la rue, un enjeu national fait figure d'opportunité pour les ambitieux de tout poil.

Le Parti socialiste rêve de transformer le dossier GDF en nouveau CPE. Plus de 3 000 amendements sont déposés à l'Assemblée nationale pour faire obstruction au projet et plusieurs manifestations et autres consultations des gaziers sont programmées afin de créer un climat de contestation, propice au vote sanction lors des prochaines élections.

Contradictions socialistes

Les principaux candidats à l'investiture socialiste avaient déclaré autrefois que la privatisation de GDF n'était pas inconcevable... Pourtant, alors que nous payons toujours les conséquences des nationalisations du début des années quatre-vingt, le PS entend bien s'y opposer en cas de victoire électorale l'an prochain .

En novembre 2001, lorsque GDF n'était qu'une entreprise d'État, Laurent Fabuis déclarait à *La Tribune* : « **Nous serons ouverts pour faire évoluer, le moment venu le statut de GDF.** » En 2002, Dominique Strauss-Kahn renchérissait en précisant dans son ouvrage *La Flamme et la Cendre* : « **La part résiduelle de l'État devra être suffisante pour assurer un ancrage incontestable, sans pour autant graver dans le marbre le seuil des 50 %.** » En 2006, il va plus loin en considérant « **qu'il y a des priorités plus importantes que de renationaliser les entreprises énergétiques dans un projet socialiste** » !

La morale de cette triste affaire est déjà connue : dans un système qui repose sur l'ambition personnelle de quelques-uns, les intérêts nationaux sont gérés dans la seule optique de servir leur carrière.

Henri LETIGRE

LE CRÉNEAU

Les trois pelés de Sarkozy

● ***NICOLAS SARKOZY*** *prétend rassembler la droite pour l'élection présidentielle, mais il y a aussi des "sarkozystes de gauche" apprend-on en lisant le* **FIGARO** *du 25 août. Trois d'entre eux, Louise Forge, Philippe Sauvannet et Patrick Rajoelina, membre du club La Diagonale signent une tribune qui prend à partie Ségolène Royal. La favorite des sondages à gauche est accusée de se situer dans la ligne de Marcel Déat et d'avoir des relents de pétainisme. Diable ! Le directeur de* L'Œuvre *sous l'Occupation, collaborationniste forcené, ne fut certes pas un fidèle du Maréchal qu'il ne cessa de vilipender pour son refus d'entrer dans la voie d'une entente avec Hitler. Déat incarnait le socialisme pacifiste et internationaliste admirateur de l'Allemagne et du germanisme, soit une orientation de pensée à l'opposé de celle de Philippe Pétain.*

*Nos trois pelés sarkozystes dénoncent encore « **L'inspiration "révolution nationale" des nouveaux chantiers de jeunesse annoncés par le ségolénisme triomphant** ». Pourtant, l'idée de s'inspirer des Chantiers de jeunesse pour encadrer et former les jeunes des banlieues désœuvrés est à considérer, et Ségolène Royal n'est d'ailleurs pas la première à l'avancer.*

Il n'est pas sûr de tout qu'en accusant Ségolène Royal de tendances pétainistes on la desserve dans l'opinion. Malgré le bourrage de crânes officiel, bien des Français reconnaissent encore aujourd'hui les aspects positifs de l'action entreprise par le Maréchal au service de la France dans des circonstances dramatiques.

Une agression inattendue

● ***Agression inattendue contre Jacques Bainville dans le*** **BULLETIN DE SAINTE-GERMAINE** *édité par l'abbé Didier Bonneterre, curé de la paroisse Sainte-Germaine (19 avenue des Ternes à Paris). Le numéro de juillet-août 2006 publie un dossier qui reproche au grand historien compagnon de Charles Maurras son « **nationalisme** ». Et l'abbé Bonneterre d'écrire : « **Un auteur agnostique peut-il écrire une histoire de France vraie ? Certainement pas, et cette vérité n'est pas contestable, même si elle dérange... Ce n'est pas être iconoclaste que dire la vérité sur certaines icônes qui n'ont pas leur place dans la pensée intégralement catholique** »... Mais c'est être fol que d'engager un débat sur une question devenue sans objet car elle a été traitée depuis longtemps par les meilleurs esprits, à savoir les relations entre* la nature *et* le surnaturel. *Il est établi en effet par les théologiens que* le surnaturel n'abolit pas la nature *: il s'ajoute à elle, il l'éclaire, il l'explique, mais il ne dérange pas les lois établies par la nature (selon la volonté de Dieu pour les chrétiens) et qui gouvernent l'organisation, le fonctionnement et l'évolution des sociétés. Ce sont ces lois que Jacques Bainville a mises en lumière dans sa remarquable* Histoire de France, *notamment en soulignant les bienfaits de l'hérédité dynastique grâce à laquelle la France s'est faite au long des siècles.*

Derrière cette histoire il y avait un plan de Dieu ? Aucun chrétien ne le niera. Mais pour le comprendre, il faut mettre en lumière les mécanismes politiques qui ont joué tantôt pour le bien du pays, tantôt pour son malheur.

L'abbé Bonneterre se trompe de cible en s'attaquant à Bainville et à l'Action française. La Fraternité Saint-Pie X, pensons-nous, a d'autres bastions à détruire pour défendre la tradition authentique de l'Église, comme elle se le propose.

Du passé faisons table rase

● ***Le NUMÉRO DE SEPTEMBRE 2006 de*** **BALKANS INFOS** *publie un document du Pentagone qui montre comment les Américains veulent redessiner la carte du Moyen-Orient pour y installer la démocratie. Les frontières sont déplacées, les États disloqués suivant les ethnies. C'est plutôt effarant...*

Dans le même numéro, le général Gallois dresse le bilan de la situation au Proche-Orient.

Signalons aussi un article bien documenté de Michel Blanzat sur le nouveau manuel d'histoire franco-allemand coédité en septembre 2006 par les éditions Klette en Allemagne et Nathan en France. Il traite de la période depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Michel Blanzet retrace la genèse de ce manuel dont des intellectuels rêvent depuis 80 ans. Socialistes internationalistes, collaborationnistes, démocrates-chrétiens, Américains (dans le contexte de la guerre froide) ont repris successivement l'idée à leur compte.

*Il s'agit avant tout d'oublier l'histoire et d'exalter "l'Europe". Mais comment bâtir des relations paisibles durables entre les peuples en méprisant l'histoire ? Blanzat pose la question : « **Est-il possible de comprendre ce qu'a été l'hitlérisme si l'on ignore totalement le pangermanisme ?** » L'Unesco encourage ce révisionnisme historique censé servir la réconciliation entre le peuples. « **Tel est donc le vrai cadre dans lequel se déploie l'action de la France aujourd'hui qui n'est plus pensée qu'en fonction de son union avec l'Allemagne. Les Français continuent à rêver de souveraineté quand leurs représentants font l'inventaire de leurs incapacités. Ils ne vont certainement pas vers une meilleure connaissance de leurs voisins...** »*

Il s'agit d'effacer la France de l'Histoire au profit d'une Europe en devenir... comme l'Allemagne elle-même.

* **Balkans Infos*, CAP 8. B.P. 391, 75869 Paris cedex 18.***

Misérabilisme

● **LE MONDE** *a publié du 15 au 21 août sous la signature de Benoît Hopquin de grands articles consacrés à l'Outre-Mer français. À leur lecture on ne peut manquer d'éprouver un malaise devant la description de ces populations présentées comme opprimées ou incomprises par la France. Une France qui a beaucoup à se faire pardonner pour son passé esclavagiste et colonialiste...*

À Mayotte, les Mahorais auraient le sentiment de n'être que des "Français de papier" car la France est incapable de les intégrer dans la communauté nationale. L'auteur oublie tous les progrès accomplis par cette collectivité territoriale depuis trente ans. Il plaint les malheureux Anjouanais qui pénètrent clandestinement à Mayotte et sont refoulés vers leur île. Il ne nous souvient pas que Le Monde *ait soutenu en 1997 leur insurrection contre la République comorienne en vue de redevenir français. Seule* L'Action Française *et* Présent *apportèrent leur concours au mouvement anjouanais.*

Le collaborateur du Monde, *obsédé par les questions ethniques, décrit La Réunion comme un espace de coexistence et d'entente entre des races très diverses. Cela est juste, mais c'est pour faire reproche à la métropole de ne pas imiter ce métissage...*

Il manque à ces reportages une idée essentielle : toutes ces populations d'outre-mer, quelles que soient les épreuves traversées jadis et naguère, ont une chance formidable : être françaises, appartenir ainsi à une grande nation et participer à sa civilisation. D'ailleurs, les voisins des DOM-TOM seraient-ils si nombreux à vouloir s'y installer si la vie y était un enfer ?

Jacques CÉPOY

LA "RUPTURE" QUE REFUSE SARKOZY

PAR PIERRE PUJO

Le monde des politiciens est tissé d'hypocrisies, mais Dominique de Villepin a atteint les sommets lorsqu'il s'est écrié, lors de l'université d'été de l'U.M.P. à Marseille, le 1er septembre, à l'adresse de M. Sarkozy : **« Nicolas, vous êtes un ministre d'État énergique, volontaire, courageux. Je veux vous dire toute ma reconnaissance »**. Quand on se souvient que, depuis le début de l'année, le ministre de l'Intérieur s'est employé à mettre des bâtons dans les roues du Premier ministre, en marchandant son soutien dans l'affaire du Contrat de première embauche (C.P.E.); puis en montant en épingle l'affaire Clearstream, puis en contraignant M. de Villepin à reporter en septembre le vote de la loi permettant la fusion entre Gaz de France et Suez, on se dit que, vraiment, le chef du gouvernement n'est pas rancunier !

Le jeu de Nicolas Sarkozy est clair : toute son action est tendue non vers la réussite du gouvernement pour le bien de la France, mais vers le succès de sa propre candidature à l'élection présidentielle. Il ne souhaite évidemment pas que M. de Villepin obtienne des résultats positifs dans sa politique car celui-ci pourrait en tirer avantage au détriment de lui-même.

Acrobaties

Nicolas Sarkozy continue à placer sa candidature sous le signe de la "rupture". Dans l'entretien-fleuve qu'il a donné au *Figaro-Magazine* (2/9/06), il souligne que depuis 1981 les électeurs n'ont jamais reconduit une majorité sortante – de gauche ou de droite. Il en conclut que la droite, si elle veut demeurer au pouvoir, doit rompre avec la "manière de gouverner" depuis un quart de siècle et plus précisément ne pas se présenter en continuatrice de la politique suivie depuis 2002. Un exercice plutôt acrobatique car M. Sarkozy a appartenu depuis lors à la plupart des gouvernements, comme ministre des Finances ou ministre de l'Intérieur et même, comme actuellement, ministre d'État. Comment peut-il rejeter toute solidarité avec la politique suivie par ces gouvernements qui, malgré tout, ont obtenu des résultats sur certains points, comme actuellement dans le domaine de l'emploi ?

Élu président de la République, M. Sarkozy s'empresserait-il de prendre le contrepied de ce que fait M. de Villepin ? Au lieu de parler de "rupture", on comprendrait mieux qu'il se bornât à vouloir corriger les défaillances des gouvernements précédents.

Il est vrai que dans bien des domaines, une rupture s'impose. Ce qu'on présente comme le "modèle social" français est appuyé sur un État-providence qui, par ses réglementations et ses prélèvements, entrave l'essor économique, décourage les investissements et les embauches de personnel. Il est vrai que l'immigration clandestine n'a pas été suffisamment combattue et que l'intégration des étrangers a été souvent un échec. Mais M. Sarkozy est ministre de l'Intérieur : pourquoi ne prend-il pas dès maintenant les mesures plus rigoureuses qu'il laisse entrevoir pour le jour où il sera installé à l'Élysée ? Et quand il insiste sur la nécessité d'accroître la sûreté des Français, ne peut-on lui reprocher d'avoir supprimé la "double-peine" qui frappait un étranger condamné judiciairement et entraînait son expulsion ? Ce fut le cas en prenant en considération le cas d'un Algérien multirécidiviste, lequel vient de refaire parler de lui en forçant un barrage de gendarmes à Sallanches durant une visite du Premier ministre.

M. Sarkozy déclare se démarquer **« d'une droite qui, depuis trop longtemps n'a cesse de s'excuser d'être de droite »**, et, qui ajouterons-nous, est surtout soucieuse de reprendre à son compte les thèmes de la gauche. Sur la question de la double-peine, M. Sarkozy n'a-t-il pas été trop sensible aux criailleries des associations pro immigrés ?

Les atouts gâchés

M. Sarkozy assure qu'il fixera d'autres orientations sur tous ces problèmes lorsqu'il sera président. Ne verrons-nous pas plutôt se poursuivre le laxisme actuel avec une fiscalité aberrante, des réglementations sociales figées, une immigration incontrôlée et une insécurité aggravée ? Et si le pouvoir veut prendre enfin des mesures énergiques, n'assisterons-nous pas à une levée de boucliers des syndicats, des autorités morales et religieuses etc... Pour opérer les réformes en profondeur dont la France a besoin, il faut être prêt à affronter la rue, et à ne pas lui céder.

Le président de l'U.M.P. entretient l'idée que l'impuissance à réformer des gouvernements de droite a tenu aux hommes qui les dirigeaient et que s'il emménageait à l'Élysée tout changerait. Mais il se heurterait, comme ses prédécesseurs, aux conservatismes de toutes sortes exploités par la gauche. La réforme en France n'est pas un problème d'hommes mais de régime. Quand on se souvient de quel ensemble d'atouts bénéficiait la droite libérale en 2002 : la présidence de la République, une majorité confortable au Sénat et pléthorique à l'Assemblée nationale, la grande majorité des conseils régionaux, et que l'on constate l'impuissance des gouvernements successifs à prendre des décisions courageuses comme l'abolition des "35 heures" et bien d'autres, on se dit que cette impuissance a pour cause autre chose que la qualité des hommes portés au pouvoir et que les rodomontades de M. Sarkozy n'y changeront rien.

La souveraineté larguée

Il y a une rupture que Nicolas Sarkozy n'annonce pas, celle qui tournerait le dos à l'abdication de notre souveraineté au profit d'un super-État européen. Dans son entretien au *Figaro-Magazine*, il exclut que l'élection présidentielle se déroule selon un **« clivage entre Européens et nationaux »**. Et d'ajouter : **« Connaissez-vous beaucoup d'Européens qui accepteront de renoncer à leur patrie, beaucoup de nationaux qui accepteront de renoncer à l'idée européenne ? »**. C'est là fausser le débat. Les européistes – les tenants de l'idéologie de l'intégration européenne – ne renoncent pas à la patrie – notion sentimentale – mais à la souveraineté nationale. D'autre part, les "nationaux" – souverainistes et nationalistes – ne refusent pas le renforcement des solidarités avec les autres pays européens, mais ils veulent que les Français conservent la maîtrise de leur destin et que les engagements pris en leur nom soient révocables. Le clivage évoqué par M. Sarkozy s'est manifesté l'an dernier au référendum et les tenants de la démission nationale, dont il faisait partie, ont été largement battus. Le président de l'U.M.P. ne paraît pas s'en souvenir et ne tient aucun compte du Non exprimé alors par les Français. Toujours au *Figaro-Magazine* il soutient qu'il faut **« doter l'Europe d'une constitution et d'institutions qui fonctionnent, avec un président élu pour deux ans et demi, et dont ce sera la seule tâche »** !

Nous voilà prévenus. Nicolas Sarkozy reprendra le projet de constitution européenne et le fera ratifier cette fois-ci par le Parlement pour éviter d'avoir à donner la parole au peuple français. Il pourrait cependant rencontrer des obstacles sur son chemin. La souveraineté nationale peut paraître une notion abstraite. En fait, elle recouvre la protection des emplois de nos compatriotes, la défense de leur mode de vie et de leurs traditions. C'est pourquoi, plus ou moins consciemment, les Français y sont attachés et ils le feront savoir au besoin une nouvelle fois à M. Sarkozy.

■

SIGNES DES TEMPS

Acheter français

La mondialisation des groupes industriels complique la tâche de ceux qui vivent concrètement le "patriotisme économique" en choisissant d'acheter français. En achetant une voiture, faut-il par exemple privilégier les marques nationales ou choisir une voiture fabriquée en France ? Si la part de marché sur le marché français de Peugeot, Citroën et Renault est de 54,5 % sur les huit premiers mois de 2006, s'agit-il encore de voitures françaises alors que les deux groupes ne cessent de réduire leur production en France ? Sur un an, la production des usines françaises de ces constructeurs nationaux a encore reculé de 12 %.

Facture

Il faut évidemment se féliciter qu'une cinquantaine de pays, réunis le 31 août à Stockholm, aient décidé de réunir 340 millions de dollars pour la reconstruction du Liban. La somme est cependant sans commune mesure avec les dégâts causés par les bombardements israéliens, estimés à 3,6 milliards de dollars dont 958 millions pour les infrastructures (ponts, routes, centrales électriques...). C'est évidemment à Israël que cette facture devrait être présentée.

Chic planète

Selon Météo-France, l'été 2006 en France, après celui de 2003, a été le plus chaud depuis 1950. C'est un nouveau signe du réchauffement climatique dont on ne peut plus feindre d'ignorer la réalité. Faut-il rappeler que les États-Unis, responsables à eux seuls d'un quart des émissions de gaz à effet de serre, se refusent toujours à ratifier le protocole de Kyoto, préalable nécessaire, même s'il est insuffisant, pour tenter de limiter les dégâts ?

Gagner à tout prix

Pourquoi Nicolas Sarkozy, qui s'était engagé à ne pas privatiser GDF, s'est-il finalement rallié au projet de fusion Suez-GDF ? François Fillon donne la réponse dans une interview à *VSD* : **« S'il choisissait de faire échec à ce projet, il déclencherait une crise politique majeure qui ruinerait les chances de la majorité de remporter les prochaines élections »**. Il n'est donc pas question de savoir quel est la meilleure solution pour GDF et encore moins de chercher l'intérêt général de la France. Une seule chose compte : gagner les élections. Au moins comme ça c'est clair.

Allo le 12

L'abandon du 12 au profit des numéros surtaxés commençant par 118 est le pire exemple de l'aberration libérale. Alors que le 12 rendait un service, pratique et relativement peu coûteux, aux Français, Bruxelles a obligé la France à "libéraliser" le service de renseignements téléphoniques. Résultat : 56 opérateurs privés se sont lancés dans une course folle, dépensant 216,1 millions d'euros en publicité pour se faire connaître. Et qui devra payer cette facture publicitaire ? Le consommateur bien sûr, qui ne gagnera rien à cette mise en concurrence forcée.

Guillaume CHATIZEL

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'A.F.

Une position originale

■ Face à l'agitation préélectorale des partis et des clans avant les scrutins de 2007, l'Action française a une position originale. Elle refuse de participer à un jeu frelaté où les uns et les autres, de droite ou de gauche, cherchent à racoler les électeurs en ayant les yeux rivés sur les sondages. Elle s'abstient de s'engager derrière tel ou tel candidat. Il sera toujours temps, lors des scrutins annoncés d'éliminer les plus néfastes...

De toutes façons le redressement de la France ne sortira pas de la prochaine mascarade présidentielle.

L'Action française ne demeurera pas pour autant inactive dans les mois qui viennent. Elle poursuivra sa réflexion sur les maux de la France et les conditions politiques pour y remédier. Elle défendra l'intérêt national – et lui seul – en dénonçant la démagogie des politiciens. Personne d'autre qu'elle n'est en mesure de tenir ce créneau, d'assumer cette tâche.

Encore faut-il que nous ayons les moyens d'existence nécessaires pour résoudre des problèmes financiers toujours lancinants. Nous avons besoin de 55.000 EUROS, dont, aujourd'hui, nous n'avons encore pas recueilli la moitié. Merci d'être généreux !

P.P.

N.B. – Prière d'adresser les versements à Mme Geneviève Castelluccio,* L'A.F. 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

La chance d'être français

« Tôt ou tard, demain ou après-demain,, le feu reprendra dans les quartiers, faute d'avoir réglé l'essentiel en y faisant respecter l'ordre et la paix civile et en donnant aux populations issues de l'immigration des raisons et l'envie de devenir des Français à part entière. »

Rachid KACI

par **Pierre PUJO**

Rachid Kaci n'est pas un inconnu pour nos lecteurs. À diverses reprises, ce Kabyle, né à Suresnes il y a près de quarante ans, nous a accordé des entretiens où il exposait des vues pleines de bon sens sur l'intégration des jeunes d'origine immigrée dans la communauté nationale.

Aimer la France et être fiers de son histoire, c'est le devoir des jeunes immigrés comme celui des "Gaulois".

Il y a quelques années, après avoir milité dans des structures associatives telles que *France Plus*, il a fondé *La Droite libre* qui est aujourd'hui une composante de l'U.M.P. L'ouvrage qu'il publie *Lettre ouverte aux démagogues, discriminateurs positifs, repentants, communautaristes* n'est pas un de ces livres-programmes comme tant de politiciens en publient ces mois-ci en vue de se faire valoir aux yeux des électeurs. Il apporte le fruit de son expérience et de ses réflexions sur le problème posé par ces nombreux jeunes des banlieues déracinés, livrés à eux-mêmes et victimes des démagogues de gauche et de droite dont les discours ont été depuis des années aussi inconsistants – sinon nocifs – que l'action politique.

Défaillances des gouvernements

Pour l'auteur, les jeunes des banlieues doivent « **s'approprier** » l'identité française. Il reproche aux différents gouvernements depuis trente ans de ne pas leur avoir donné envie de devenir des Français à part entière. La gauche leur a répété qu'après avoir subi la colonisation ils étaient victimes du "racisme" des Français. La France avait donc des devoirs envers eux. La droite a souvent accepté ce schéma et s'est laissé ainsi complexer. Rachid Kaci pense que les "beurs" ont la grande chance de vivre en France. « **Être français, c'est une chance** », écrit-il, ils doivent faire l'effort nécessaire pour s'intégrer et trouver leur place dans la société française. Ils doivent faire leur l'histoire de la France et se considérer comme l'un de ses maillons. « **Qui se veut français adopte cette histoire ! Ou, mieux, se fait adopter par elle, se glisse dans sa nichée** ».

Faute d'être intégré dans la nation française les beurs sont récupérés par les islamistes qui cultivent la haine à l'égard de l'Occident et mènent un combat politique derrière une façade religieuse. Rachid Kaci dénonce les complaisances des hommes politiques et des médias français à leur égard. Le Conseil français du culte musulman (C.F.C.M.) lancé par Sarkozy a servi de tremplin à des organisations subversives.

Le danger islamiste

« **Le danger islamiste est encore bien réel en France** », souligne Rachid Kaci qui s'interroge sur la composition du C.F.C.M. dont les islamistes se servent pour diffuser leur idéologie.

Rachid Kaci

La question du "voile islamique" a été soulevée par eux dans une intention politique : séparer les musulmans de la société" française : « **Si le voile est symbole, c'est avant tout symbole visible d'un double enfermement : celui de la femme à l'intérieur des traditions qui la maintiennent prisonnière, celui de l'individu dans son statut d'immigré, en rupture sensible avec ses nouveaux compatriotes** ». L'État a réagi à la campagne des islamistes en faveur du voile, mais de façon timorée en interdisant tous les signes « **ostensibles** » d'appartenance religieuse. Au nom de la laïcité les symboles chrétiens ont été proscrits dans les établissements d'enseignement, alors qu'à la différence du voile, ils n'étaient pas des symboles subversifs.

Pusillanimité

Rachid Kaci fustige la pusillanimité du pouvoir dans l'affaire de l'imam de Vénissieux, qui trouvait normal qu'un mari batte sa femme adultère. Il fut expulsé en Algérie mais revint deux mois plus tard grâce à des juges complaisants.

L'auteur cite bien d'autres exemples de cet esprit de démission devant les islamistes : ainsi les subventions accordées à des associations "antiracistes" comme le M.R.A.P. qui sont leurs complices, ou l'acceptation par Nicolas Sarkozy de débattre à la télévision avec le théoricien Tariq Ramadan qui a ainsi bénéficié d'une large publicité.

« **Nos politiques restent complexés à l'égard de l'Islam** », écrit Rachid Kaci. D'où l'assertion de Jacques Chirac parlant des « **racines musulmanes** » de l'Europe (?) et voulant faire entrer la Turquie dans l'Union européenne.

Repentances insensées

Simultanément, la France a été invitée à s'engager dans la voie de la "repentance" à propos de la pratique de l'esclavage dans les siècles passés ou à propos de la colonisation dont Rachid Kaci défend les résultats bénéfiques. N'est-ce pas celle-ci, observe-t-il d'ailleurs, qui a mis fin à l'esclavage pratiqué par les potentats locaux en Afrique ? « **Cette culpabilisation forcenée des esprits et la "victimisation" des Français issus de l'immigration se retournent finalement contre ces derniers et constituent un obstacle à la réciproque assimilation de ses nouveaux enfants par la France et vice-versa. Il y a pire : on les incite à la haine** ». Il faut « **réapprendre aux jeunes Français, quels qu'ils soient, "Gaulois" ou d'origine immigrée, à être fiers de leur pays et à se montrer dignes de l'héritage qu'au cours des siècles nos ancêtres nous ont si chèrement acquis, par les larmes et le sang versé** ».

Jusqu'à présent, les gouvernements ont cru résoudre le problème de l'intégration des immigrés en dépensant beaucoup d'argent pour les banlieues, en pratiquant la "discrimination positive" en leur faveur. Les résultats ont été décevants. On a abouti à renforcer de dangereux communautarismes. On n'a pas voulu, en effet, inculquer aux jeunes "beurs" l'amour de la France et la fierté d'appartenir à une grande nation. Il aurait fallu commencer par là.

Rachid Kaci propose de changer d'orientation. Il connaît bien les "quartiers" pour y avoir vécu depuis son enfance. Il interpelle les Français de souche en les invitant à retrouver un esprit national, car « **comment souhaiter s'assimiler ou s'intégrer à un peuple qui doute de lui-même ?** »

■

* ***Rachid Kaci :*** **Lettre ouverte aux démagogues, discriminateurs positifs, repentants, communautaristes.** ***120 pages. Éditions des Syrtes. 15 euros.***

Avocats blancs, juges noirs

Haro sur le système pénal français !

par **Aristide LEUCATE**

Ne serait-ce leur robe noire, les avocats seraient-ils aujourd'hui, les seuls remparts à la blancheur immaculée, probes et inexpugnables contre les atteintes policières et judiciaires aux libertés individuelles ? À en croire le très récent *Dossier noir de l'instruction*, paru chez Odile Jacob, sous la direction de Maître Christine Courrégé, avocate spécialisée en droit des affaires, nos magistrats, procureurs ou instructeurs seraient bien peu fréquentables et il y aurait tout à craindre à trop défier leur suffisance autant que leur toute puissance, de se voir embastiller *manu militari*.

Le comportement légitimement condamnable de certains peut-il suffire à jeter l'opprobre sur la totalité des juges ?

Loin de nous, ici, de "réhabiliter" un corps (celui de la magistrature) ou de tenter de rétablir son honneur, sauf à nous départir de la "juste mesure", vertu aristotélicienne par excellence, en usage depuis longtemps à l'Action française, pour apprécier les faits politiques et sociaux et leur axiologie.

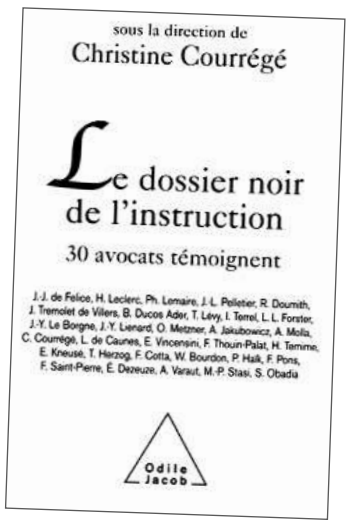
Nous sommes tous des justiciables

Cependant, force est de constater que cet énième *Livre noir* (après ceux consacrés au colonialisme, ou à la condition des femmes, *etc.*), dont la formule a fait florès depuis son célèbre devancier, le *Livre noir du communisme*, dépeint souvent avec noirceur, parfois avec rancœur, le fonctionnement d'un système judiciaro-pénal français que l'on se prendrait vite à haïr, si l'on n'avait garde de se laisser dominer par une émotion épidermique. En clair, un ouvrage comme celui-là présenterait un intérêt indéniable s'il luttait contre cette propension naturelle, brocardée en son temps par Voltaire, à juger systématiquement la partie sur le tout.

Car c'est là que le bât blesse. Quand bien même la précaution éditoriale (pour éviter la diffamation, semble-t-il) a-t-elle été prise de souligner que « **la loyauté impose évidemment de reconnaître** […] **que nous croisons régulièrement d'excellents magistrats** », qu'il n'en reste plus rien, pas même le souvenir, une fois la lecture de ce brûlot achevée. Sacrifiant à la mode médiatique de la lamentation mièvre et victimaire, l'ouvrage clame haut et fort, sans craindre le ridicule, que « **nous sommes tous des acquittés d'Outreau !** ». Après le 11-Septembre, nous étions « **tous des Américains** » (*dixit* Colombani, dans son éditorial du *Monde*) ; après les attentats de Londres, nous étions « **tous des Londoniens** » (d'après Delanoë)… Israël envahit le Liban, alors pourquoi ne serions-nous pas tous des Libanais ?

Rire ou pleurer ?

On l'aura compris, le défaut majeur de ce *Dossier noir de l'instruction* est de manquer cruellement de crédibilité. D'ailleurs, l'on en rirait volontiers si le sujet n'était pas aussi grave. La justice humaine est faillible, comme toute institution créée et mue par l'homme. Truisme ou lapalissade, il n'en demeure pas



moins qu'il est vain de s'affronter à cette banale évidence. Certes, l'intention du livre est « **seulement** » de stigmatiser des dérapages et des comportements individuels de magistrats peu scrupuleux, pour amener le « **lecteur-citoyen** » à une réflexion plus globale sur l'amélioration de la Justice française. Une trentaine d'avocats peu ou prou médiatiques (Jakubowicz, Bourdon, Metzner, Leclerc, Ducos-Ader, Trémolet de Villers, etc.), qui se sont illustrés, parfois à l'occasion de procès retentissants (Papon, Touvier, tunnel du Mont Blanc, emplois fictif de la mairie de Paris…), livrent, dans un style anecdotique et journalistique, leurs expériences et témoignages forcément édifiants et, bien sûr, toujours révoltants et inquiétants pour les justiciables potentiels que nous sommes. Qui pourrait nier que certains juges, imbus de leurs prérogatives, abusent avec un plaisir sadique et désinvolte ou par manque de sagesse et de discernement, de la détention provisoire ?

Qui ne serait épouvanté par les méthodes quelque-

La crise du nucléaire iranien

Le vrai choix de l'Occident

par **Pascal NARI**

C'était à prévoir et nous l'avions prévu à maintes reprises: le régime de Téhéran a catégoriquement refusé les propositions de la communauté internationale sur l'issue négociée de cette crise qui va sans doute constituer la principale préoccupation des chancelleries au cours des prochains mois. La réponse de Téhéran est curieuse. Il "accepte" la résolution de l'O.N.U... mais refuse son contenu qu'il veut revoir!

Une action réfléchie et concertée d'information à destination des Iraniens est la mesure la plus urgente à prendre. On en est très loin.

Les diplomaties européennes ont commis une grave erreur lourde de conséquences en entrant depuis trois ans dans le jeu de Téhéran qui consistait, et consiste toujours, à gagner du temps afin d'avancer le plus possible dans le processus de fabrication de l'arme nucléaire. La dernière réaction du régime islamiste en est une nouvelle illustration.

La technologie nucléaire et la bombe

On confond malheureusement souvent les deux sujets : la maîtrise de la technologie nucléaire est un droit absolu et inaliénable de l'Iran. Comme de tout autre pays, à condition que cela se fasse dans le cadre du traité de non prolifération et sous contrôle international prévu dans ce traité et accepté par l'Iran.

Le processus de l'acquisition de cette technologie avait commencé sous la monarchie, en très grande partie avec l'aide de la France. Pour l'enrichissement de l'uranium, l'Iran avait acquis une participation importante (10 %) dans le capital de l'"Eurodif". Ce pays avait commencé la construction de quatre centrales nucléaires, dont deux avec des sociétés françaises, et créé deux importants centres de recherche du nucléaire civil, l'un à Téhéran, l'autre à Ispahan.

Personne n'y trouvait rien à dire. Cela se faisait sous le contrôle de l'Agence de Vienne. D'ailleurs pendant plusieurs années un Iranien, l'ambassadeur Aslan Afshar, avait assuré la présidence du conseil des gouverneurs de cette agence, une fonction stratégique.

La révolution fit interrompre ces efforts proclamés alors comme "anti-islamiques" ! Depuis quelques années, et ce sous la présidence de M. Khatami, décrété "libéral", "réformateur" et "pro-occidental" par une certaine presse, Téhéran avait repris le projet mais avec un objectif différent : acquérir l'arme nucléaire.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad et Kofi Annan

Un réseau pakistanais, la Corée du Nord, et sous diverses formes, certaines entreprises chinoises voire russes l'y ont ont aidé et l'aident probablement toujours. Mais, ne l'oublions pas, l'Iran a le personnel scientifique et technique nécessaire à cette fin et dispose, grâce à ses revenus pétroliers, des ressources financières suffisantes pour en assurer le budget.

Le régime de Téhéran aura, selon toutes les sources fiables et le recoupement des informations disponibles *sa bombe* dans un délai de trois à quatre ans. Probablement moins. Il possède déjà les missiles à courte et moyenne portée pouvant servir de vecteur à ces engins. Voilà le danger. Actuellement aucun pays ne menace militairement l'Iran. Ce n'est pas une arme défensive mais un instrument politique de chantage et de menace.

Les objectifs de Téhéran

La situation politique et économique du pays est malgré ses ressources pétrolières, explosive. Le mécontentement de l'opinion est général. Personne ne l'ignore dans les milieux bien informés en Occident. Mais pour des raisons mercantiles ou idéologiques – la faiblesse et l'esprit de compassion d'une certaine gauche intellectuelle pour l'islamisme révolutionnaire – on feint de l'ignorer en Occident, surtout en France, et on en parle surtout le moins possible.

La possession de la bombe permettra au régime de se sanctuariser. Personne n'osera plus exploiter à l'extérieur ce mécontentement et destabiliser le régime. Le cas, ou l'exemple, de son allié, la Corée du Nord, est là pour le démontrer.

Cette "sanctuarisation" permettra, en outre, au régime de Téhéran de poursuivre son action révolutionnaire et déstabilisatrice en Orient arabo-musulman et ailleurs. Sans crainte de réaction significative à son égard. L'exemple du Liban est là pour démontrer la capacité de nuisance des "ayatollahs" de Téhéran. Sans oublier la Palestine avec le Hamas et l'Irak avec les milices chiites.

Le danger est donc réel, presque immédiat. Téhéran refuse tout arrêt de ses activités nucléaires à objectif militaire. Il le proclame chaque jour, même lorsqu'il dit vouloir négocier avec la communauté internationale.

Il faudra donc régler le problème à partir d'une position de force, et non en recourant à l'option militaire, inefficace et non productive, chacun en est désormais persuadé.

Que faire ?

Ce jeudi 7 septembre, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'O.N.U. et l'Allemagne se réuniront à Berlin pour envisager des sanctions contre Téhéran avant de les proposer formellement à l'organe onusien.

On sait les réticences de Moscou et de Pékin, et dans une certaine mesure celles de Paris, à cet égard. En revanche Washington voudrait aller vite.

Des mesures sont indispensables. Mais lesquelles ?

Avant tout, il faudrait faire comprendre aux Iraniens, ceux et celles de l'intérieur comme de la diaspora, que le droit de leur pays à maîtriser la technologie nucléaire civile n'est pas en cause, que la communauté internationale le reconnaît et qu'elle est même prête à l'y aider, comme les propositions européennes récentes l'ont montré. Car la propagande du régime qui prend soudain un ton nationaliste et patriotique tente actuellement d'accréditer le contraire afin de mobiliser les foules en sa faveur.

Une action réfléchie et concertée d'information à destination des Iraniens est la mesure la plus urgente à prendre. On en est très loin.

Des sanctions seront vraisemblablement prises. Elles sont indispensables pour amener les dirigeants du régime à changer de politique. Elles devraient éviter, autant que possible, de frapper la population, mais être politiquement assez significatives : rappel des ambassadeurs, gel des avoirs de l'État iranien, limitation des liaisons aériennes, restriction de certaines exportations technologiques vers l'Iran, réduction des déplacements des responsables iraniens en Occident. Tout cela fera mal mais pas à la population.

Il ne s'agira ni d''un embargo, ni d'un blocus. Mais d'une démonstration de fermeté face à la subversion islamiste et à l'attitude de son principal soutien sur l'échiquier international.

Les Iraniens de l'intérieur dans leur grande majorité, et ceux et celles de la diaspora presque unanimement – et ils sont plus de quatre millions – sont opposés au régime. Au lieu de les brider dans leur expression, comme cela se fait souvent en Europe, ou les diviser et dresser les uns contre les autres en stipendiant quelques éléments discrédités, comme Washington semble le faire, ne serait-il pas préférable de laisser les Iraniens agir selon leurs traditions, leurs convictions ?

Contre l'islamisme, seul en Iran le discours national et patriotique sera performant et productif. Tant que les "grands intérêts" et les "maîtres penseurs" occidentaux à leur service ne voudront pas admettre cette réalité, leur discours contre l'islamisme et le régime de Téhéran, n'aura guère d'effet.

C'est cette constatation qui est peut-être la clef de tout le problème. L'islamisme subversif est-il moins dangereux que le sain patriotisme d'un peuple ? L'Iran révolutionnaire, foyer du terrrorisme international, est-il préférable à un État responsable, respectueux du droit et des traditions de son peuple?

Voilà le vrai choix.

■

---

fois mises en œuvre pour faire accoucher d'une vérité qui n'est manifestement pas celle du dossier et encore moins celle que le Code de procédure pénale impose de rechercher à charge *et* à décharge ? La maïeutique judiciaire n'est assurément pas la science la plus opportune pour distribuer équitablement la justice. Mais le comportement légitimement condamnable de certains peut-il suffire à jeter l'opprobre sur la totalité des juges ?

Un Dossier politique et manichéen

Un ouvrage comme ce dossier noir n'est, en outre, pas dépourvu de présupposés idéologiques, ce qui est assez dérangeant pour la bonne préhension d'un objet aussi délicat que la Justice. Pour forcer le trait, nous dirons que les avocats apparaissent comme les "gentils" justiciers pétris de hauts et nobles sentiments, les droits de l'homme en bandoulière et de gauche, évidemment. Quant aux magistrats (sans oublier la police, bras armé de ces derniers), ils sont décrits comme d'insupportables fascistes, même si le mot n'est pas employé. Si la Justice est l'affaire du Politique, instrumenter celle-là à des fins politiques (voire politiciennes) ne contribue en rien à en parfaire les rouages et les procédures. Mais Maître Courrégé, proche du Parti socialiste, maître d'œuvre de l'opuscule ne pouvait faire autrement que de sombrer dans cet écueil.

■

**** Éd. Odile Jacob.***

TÉLEX

Présence française

Le Monde a dressé le 28 août un tableau de la présence militaire française à l'étranger : près de 15 000 hommes sont répartis sur une quinzaine de théâtres d'opérations ; avec les forces dites de présence, on compte 37 000 militaires hors métropole. Le quotidien souligne que la France dispose d'une expérience et de capacités qui la détachent nettement dans le concert des nations. Malgré une présence symbolique dans certaines organisations multinationales, notre influence se fait donc sentir sur une grande partie du globe.

200 familles

Le 6 juin, l'État et la SNCF avaient été condamnés pour leur participation à la déportation des Juifs sous l'Occupation. Encouragées par le jugement du tribunal administratif de Toulouse, deux cents familles réclament à leur tour réparation. Les plaignants menacent de saisir le justice si la SNCF ne répond pas d'ici deux mois à leur courrier. Le directeur général de l'entreprise, Guillaume Pépy, a annoncé que ce serait aux tribunaux de trancher. Mais cette affaire ne devrait-elle pas concerner les seuls historiens ?

Rocard contre l'EPSU

*Michel Rocard a réclamé le 1er septembre la suppression de l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Jugeant le scrutin « **dévoyé** », constant la volatilité des popularités et le manque d'expérience des candidats, il propose de faire élire le chef de l'État par le Parlement et de limiter ses pouvoirs « **à la continuité de l'Etat et la garantie des valeurs suprêmes** ». Un préposé aux chrysanthèmes, en quelque sorte ? Si cette critique des institutions est pertinente, la solution envisagée n'est pas la panacée...*

G.D.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Un vieux monsieur noir

Dans la course au pétrole, la part des pays hors OPEP est constamment révisée à la baisse : l'augmentation de leur production estimée à 1,4 millions de barils en début d'année n'est plus que de 860 000 barils aujourd'hui.

Alors qu'EDF, premier producteur mondial d'énergie nucléaire, cherche à sécuriser ses approvisionnements en uranium, dont le prix a été multiplié par 5 depuis 2001, les analystes d'ABN-AMRO entrevoient un déficit de l'offre d'oxyde d'uranium dans la prochaine décennie. En effet 90 % de ce matériau sont utilisés dans les 441 centrales nucléaires en service sur la planète (pour produire 10 % de l'énergie mondiale), auxquelles il convient d'ajouter 41 centrales en construction et 82 en projet.

Au terme d'un enième bilan sur l'appoint des énergies renouvelables, il arrive que l'on se souvienne d'un vieux monsieur nommé charbon.

En Allemagne, le suédois Vattenfall (16 % de l'électricité fabriquée outre-Rhin) met en chantier deux centrales thermiques au charbon, prélude à un investissement de 6 milliards d'euros sur 6 ans essentiellement axé sur ce combustible.

À Decize, dans la Nièvre, la Société d'Exploitation des Ressources énergétiques du Nivernais vient de déposer une demande d'autorisation de concession pour exploiter un filon estimé à 250 millions de tonnes dont le quart est accessible pratiquement à ciel ouvert. Le charbon extrait sera brûlé sur place dans une centrale thermique de 1000 mégawatts.

Ce projet verra le jour en 2007 si les procédures administratives suivent un cours normal. Il paraît qu'en Bourgogne les élus communistes et socialistes sont les premiers à s'en réjouir, ...mais nous également, Messieurs !

Impossible de parler du charbon sans évoquer le grisou ...et pourtant ce n'est pas un groupe français mais l'australien European Gaz Limited qui effectuera les premiers forages dans l'ex- bassin charbonnier de Lorraine près de Saint-Avold. À raison de 4 m³ de gaz par tonne de charbon, on estime à 100 milliards de m³ le potentiel récupérable… grâce à une technique de clivage des couches de charbon (pour favoriser le débit gazeux) développée par l'américain Gardes Energy.

Inutile de polémiquer a posteriori*… mais quand même, la politique est aussi l'art de voir loin… et cela vaut aussi pour les Charbonnages de France !*

Pierre JEANTON

Ces mots qui tuent

par le Dr
Jean-Pierre DICKÈS
Président de l'Association catholique des infirmières, médecins et professionnels de la Santé

Chacun connaît la manie contemporaine consistant à transformer le sens des actes humains en changeant le mot de vocabulaire qui les désigne. Ainsi en remplaçant le mot d'"inculpation" par celui de "mise en examen", cela eut comme conséquence de "déculpabiliser" les actes délictueux et ceux qui les commettent. Quoi d'étonnant alors de voir d'année en année augmenter la délinquance ? C'est dans cet ordre d'idées qu'il convient de mettre très sérieusement en garde contre l'usage du mot de cellule-souche.

Soyons vigilants quand nous entendons le mot de cellule-souche énoncé de manière isolée. Ce mot peut cacher une démarche de vie ou une démarche de mort.

Délibérément les médias utilisent le mot de cellules-souches pour désigner à la fois les cellules régénératrices existant dans tout l'organisme humain et celles qui sont prélevées sur de jeunes embryons. Cette substitution sémantique n'est pas anodine ; elle sous-tend en effet toute une conception de l'homme ; un débat fait rage dans les milieux scientifiques et cette affaire de vocabulaire n'en est qu'une pointe d'iceberg. Nombreux sont parmi nos amis ceux qui se laissent abuser. Et en outre ne se rendent pas compte qu'ils entrent en plus dans une manipulation contre l'Église catholique.

Cellules de vie ou cellules de mort

Dans chaque organe humain existent des cellules-souches dites "adultes" capables de régénérer un tissu (unipotentes), plusieurs tissus (pluripotentes) ou la totalité des tissus (totipotentes). Exemple : des cellules-souches extraites des muscles de la cuisse sont susceptibles de régénérer un cœur lésé par un infarctus. Il suffit de les y faire parvenir soit par injection directe dans le muscle cardiaque, soit dans les artères coronaires qui apportent le sang nécessaire à la contraction. Cette variété de cellules-souches est en général assez difficile à extraire. Il en existe en plus grand nombre dans la moelle osseuse d'où leur intérêt dans le traitement par greffe des leucémies. Mais surtout elles sont très nombreuses et totipotentes dans le sang du cordon ombilical du nouveau-né. De gigantesques banques de sang du cordon sont développées notamment en Asie. Leur intérêt est d'en faire profiter l'enfant en cas de maladies organiques ultérieures, y compris les proches du même groupe tissulaire. D'autant qu'il est possible pour certaines cellules-souches de développer des lignées, un peu comme se cultivent les champignons.

Il y aurait déjà quatre-vingts applications thérapeutiques utilisant ces cellules-miracle. Leur utilisation progresse partout. Ainsi, début août, l'hôpital San Carlos de Murcia en Espagne vient de réaliser sa première implantation de cellules-souches au sein d'une tête fémorale nécrosée. Le prélèvement étant effectué dans la moelle osseuse au niveau de la crête iliaque du patient (2 600 cellules par centimètre cube). Il va de soi que ce type d'utilisation ne pose aucun problème moral d'autant que la clinique Gemelli dépendant du Vatican a créé une banque gratuite de ces types cellullaires.

Science sans conscience

Mais bien évidemment les dérives surgissent. Certains biologistes se sont avisés que les embryons eux aussi contiennent des cellules-souches non différenciées ; c'est-à-dire non encore orientées vers le tissu définitif qu'elles sont susceptibles de remplacer ; à terme elles sont utilisables pour régénérer n'importe quel organe. Sans états d'âme, ces chercheurs expérimentent ainsi sur les embryons. En les ponctionnant (ou en les greffant) à chaque fois ils suppriment une vie humaine naissante. Or à ce jour ces expériences à la Frankenstein n'ont donné aucun résultat. Pourquoi ? D'abord il n'est pas facile de trouver des embryons. D'où l'utilisation des embryons abandonnés par leurs parents à la suite des fécondations *in vitro*. Pour donner bonne conscience aux utilisateurs, il a été créé le terme de "pré-embryon". En revanche, les lignées obtenues ne semblent pas toutes stables. On imagine facilement les dégâts qui adviendraient si elles étaient implantées dans un cerveau. De plus elles induisent des réactions de rejet dans l'organisme receveur. Le risque de cancérisation de même est connu et pose problème.

Enfin, et surtout, il est difficile de trouver des embryons. Peu de femmes se prêtent à l'idée de se laisser prélever des ovules après une stimulation ovarienne médicamenteuse ; toutes interventions douloureuses et au résultat aléatoire car le succès d'une fécondation *in vitro* est loin d'être toujours acquis. D'où l'idée de créer des embryons par clonage.

Ce qui crée un autre débat. Car effectivement si une telle technique réussit un jour, l'orientation d'un tel embryon de synthèse ne se fera pas seulement vers la recherche (clonage "thérapeutique"), mais vers la réalisation d'un être artificiel cloné (clonage reproductif).

Les cellules prélevées sur le cordon ombilical nourissent les espoirs des chercheurs

Or nous assistons à une véritable matraquage médiatique impulsé par quelques savants sans conscience vers ce clonage dit "thérapeutique". Pourquoi sans conscience ? Ces gens-là, au nom des fins poursuivies, ont perdu toute notion du respect moral qui est dû naturellement à l'homme. On ne manipule pas un embryon humain comme une marchandise ou un matériau dont chacun disposerait à son gré. Nous n'avons pas le droit de malmener ainsi la création humaine faite par Dieu et la nature.

Un débat mondial

Le cardinal Alfonso Lopez Trujillo, président du Conseil pontifical pour la famille, a évoqué tout cela de manière très forte dans le magazine *Familia Christiania* du 27 juin dernier à l'occasion du 5e rassemblement mondial pour la famille qui s'est tenu du 1er au 9 juillet à Valence en Espagne. Il a rappelé que les mères, les médecins et les infirmières impliqués dans des recherches qui tuent des embryons humains se trouvent excommuniés. Cette excommunication s'étendant au père de l'embryon s'il était d'accord avec ces procédures. Il a rappelé que détruire un embryon équivaut à un avortement. Quant aux politiciens qui soutiennent de telles recherches, ils n'ont pas à s'approcher de la Sainte Communion.

Après de telles déclarations, il est facile de s'imaginer les imprécations de certains commentateurs de la presse parlée, *France Infos* ayant droit au pompon comme d'habitude. D'autant que le cardinal avait ajouté une teinte "féministe" à son discours. Dans certains pays, disait-il, la défense de la vie était devenue un crime d'État créant une véritable discrimination à l'encontre des femmes catholiques refusant de se soumettre aux actes opposés à leur conscience.

Actuellement sur le plan mondial, toute forme de clonage est prohibée ; ce dont un certain nombre d'États se soucient comme d'une cerise (Chine, Angleterre, Singapour etc.). De son côté George Bush a interdit que les fonds fédéraux soient alloués aux laboratoires qui expérimentent les embryons. Ce qui n'empêche pas les subventions privées. Contre l'avis du comité scientifique l'Europe vient de voter en juillet les crédits affectés à la recherche sur les cellules-souches embryonnaires. Ce vote a été acquis à une très courte majorité.

Affaire d'autant plus grave qu'une partie des députés européens susceptibles de défendre la vie humaine étaient partis aux champs. Comment se fait-il par exemple que Marine Le Pen lors de la législature actuelle n'a voté que deux fois sur une soixantaine de scrutins ? Et en plus elle a mal voté ! Alors que conjointement, la plupart des socialistes notamment les femmes sont toujours présentes et comme un seul homme (si on peut dire) votent contre la vie ?

Il est à noter toutefois que le vote européen n'est pas contraignant vis-à-vis des pays qui comme l'Allemagne ou la Pologne, refusent de manipuler les embryons.

Enfin, en ce qui concerne la France elle-même, elle expérimente déjà sur les embryons en déshérence, importe des cellules-souches embryonnaires, et un député "de droite" se disant catholique du nom de Jean-Louis Fagnier va présenter une loi autorisant le clonage d'embryons à des fins thérapeutiques. Lui aussi pour ne pas effrayer les gens utilise le terme de "transfert nucléaire" au lieu de celui de clonage.

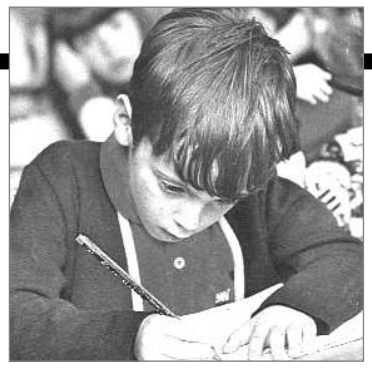
Il est difficile de dire comment les choses vont évoluer à l'avenir. L'usage de cellules-souches prélevées sur des embryons-matériau est probablement voué à l'échec total ou plutôt à voir creuser l'écart existant déjà par rapport aux bienfaits des cellules-souches dites "adultes".

En attendant, soyons vigilants quand nous entendons le mot de cellule-souche énoncé de manière isolée. Ce mot peut cacher une démarche de vie ou une démarche de mort. Et n'hésitons pas à interroger les candidats aux élections sur cette question importante qui domine la biologie et constitue l'enjeu majeur de notre siècle dans le domaine de la recherche.

■

**** Voir sur ce sujet les* Cahiers Saint-Raphaël *n°8 intitulé :* Les cellules de l'espoir*. 8 euros. 20 B place Dupleix, 75015 Paris.***

LA FAILLITE DE L'ÉTAT ENSEIGNANT



LA REVANCHE DU PRIVÉ ?

■ L'antédiluvienne Éducation nationale s'est remise en route cette semaine sans trop de bruit. Le ministre Gilles de Robien affiche un visage satisfait et ne semble pas gêné devant l'annonce par quatre syndicats d'enseignants d'une grève dès ce mois de septembre... La routine, quoi !

Cette morne rentrée manifeste pourtant un dégoût grandissant des Français pour "l'école de la République" : le système scolaire étatisé et égalitariste à outrance fabrique chaque année plus de 150 000 jeunes laissés pour compte sans qualification. Et qui peut encore être

par Michel FROMENTOUX

dupe des résultats *« excellentissimes »* ***(ose-t-on dire rue de Grenelle) du récent baccalauréat ? Il suffit de lire quelques lignes de bon nombre de nouveaux bacheliers pour être effaré de leur orthographe et de leur style et comprendre que les exigences ne font que baisser. On a dépassé les limites de l'esbroufe et du ridicule.***

Pas étonnant que les parents, et même, dit-on, des parents eux-mêmes profs dans le système..., cherchent à faire échapper leurs enfants à la carte scolaire, ou leur font donner des leçons particulières (preuve que l'égalitarisme est source d'inégalités...), ou les envoient dans les écoles privées dès lors plus que saturées ! Le malheur veut que trop souvent celles-ci, même quand la discipline y est plus ferme, s'alignent de plus en plus sur l'école publique... Les écoles hors-contrat ont assurément un grand avenir.

Faire chaque année grossir un budget de l'Éducation qui en est pour 2006 à 59,7 milliards d'euros ne résoudra rien. Le drame des établissements devenus des dépotoirs est que la république ne sait plus que faire de sa jeunesse, qu'elle est incapable, avec ses vieux mythes de 1789, de remédier au déracinement des jeunes générations, de renouer avec les communautés du sang, de la religion, du métier, du voisinage, du patriotisme – en somme de **transmettre** ***les toujours jeunes apports de la civilisation. Le guêpier scolaire est devenu la poubelle des idéologies totalement décrépies qui nourrissent la République : celle-ci finira par en crever...***

■

IL EST D'UN AUTRE SIÈCLE

Réfutable mammouth

par Olivier PICHON *

Naguère, le très provocateur ministre de l'Éducation Allègre avait baptisé mammouth ce qui aurait mérité de s'appeler dinosaure ; son ambition était, en apparence de le "dégraisser". À dire vrai nous pensons que son sort est scellé (pas le ministre, l'animal) et qu'il s'achemine désormais vers les tourbières de la Toundra où il trouvera sa perte. Mieux, si d'aventure son pas lent ne l'y poussait guère, il faudrait le diriger promptement vers le sort qui l'attend.

Quelques propositions pour en finir avec un système absorbant de plus en plus de ressources pour de moins en moins de résultats.

Nul en effet ne peut croire aujourd'hui à la survie du système qui absorbe de plus en plus de ressources (près de 100 milliards d'euros avec les collectivités locales et les dépenses privées) le tout pour de moins en moins de résultats.

La statistique de juillet 2006 sur les augmentations de reçus au bac est mirobolante et il y a belle lurette que cet objectif soviètoïde des 80 % d'une classe d'âge au bac, à l'instar de la production d'acier ou de chaussures dans la défunte U.R.S.S., n'a plus de signification, la crise du C.P.E. étant passée par là, comme en 68. Gare à ceux qui voudraient monnayer ce seul diplôme de l'année 2006 sur le marché du travail ! Il risquerait de passer comme les assignats pour de la fausse monnaie, ce qu'est de toute façon le diplôme, un vulgaire assignat !

Hélas, il est aussi le premier grade de l'enseignement supérieur et non un diplôme de fin de scolarité. Le résultat est là : pléthore d'étudiants en sociologie et lettres modernes, juste assez formés pour nuire à la société, pas assez pour lui être utiles. Pire encore, comme vient de le révéler le classement de Shangaï sur les universités dans le monde, Paris VI Jussieu est classée au 46° rang. Au pays de Pascal, de Lagrange, de Cauchy, d'Ampère, de Branly et de Poincaré, l'université des mathématiques et de la physique sombre dans les profondeurs du classement. Interrogé sur la question, un professeur émérite de mathématiques de cette université, agrégé, normalien, me disait que cela tient aussi aux conditions de nomination des professeurs dont on ne lit guère les travaux mais dont les candidats, tous gauchistes, se livrent à des luttes de tendance idéologique aux antipodes de la science et de ses exigences.

Jamais depuis vingt ans, littérature ne fut plus abondante sur la ruine de l'éducation. La bibliographie est fournie et souvent de qualité, car nous sommes capables de prendre, en France, la mesure de notre déchéance mais guère encore d'y remédier.

Foin des réformettes !

C'est d'ailleurs exactement ce qui se passe pour toute la politique française : la faillite de l'État, la déliquescence sociale sont à la fois cause et conséquences de l'état de son école et l'on ne saurait désormais espérer un changement dans ce domaine sans un changement institutionnel et politique complet. Ce n'est plus le temps des réformettes qui s'impose et c'est pourquoi il faut que la bête meure.

Comment cela se peut-il ? Tout d'abord les limites budgétaires qui sont le plus simple moyen de la cessation d'activité. De toute façon la médiocrité des enseignements dispensés, quand ce n'est pas leur perversité avérée, justifie la fin du système.

Le rôle de l'État

Est-ce à dire que tout disparaîtrait ? Non il faut même souhaiter que l'État conserve un noyau dur centré sur l'excellence d'universités, de lycées et de collèges qui ont gardé, pour certains, le meilleur de ce que firent les républiques largement héritières de l'Ancien Régime avec ses universités, ses collèges de Jésuites et bien d'autres. Le tout serait centré sur l'excellence et l'élitisme, lesquels n'ont rien à voir avec la fortune ou le rang social.

Ce système résiduel, sur lequel s'exercerait un très sérieux contrôle du parlement ne nécessiterait pas que demeure un ministre ; seuls les recteurs subsisteraient et seraient tout à fait capables de gérer l'outil éducatif dont la pérennité des programmes, la simplification des filières rendrait le service plus cohérent et plus lisible. Les professeurs seraient toujours et plus que jamais recrutés par concours sélectifs, car c'est la condition de l'excellence, mais, bien entendu, les I.U.F.M. seraient supprimés et la formation serait assurée par les universités avec une forte dose de tutorat des collègues plus âgés et financièrement impliqués dans ce tutorat.

Par-dessus tout, le professeur ne serait plus enfermé dans son statut, sa progression de carrière se ferait au mérite, mais il aurait tout loisir de travailler à côté, dans des activités complémentaires ou de quitter le métier sans dommage autre que celui du risque inhérent à la liberté. Dans cette analyse il pourrait évidemment passer dans l'enseignement privé en toute liberté y compris pour le supérieur mais aussi, bien entendu, fonder son entreprise, comme j'ai pu l'observer en Californie, sous l'aile protectrice de l'université et y retourner en cas d'échec.

Le ministère de l'Éducation nationale

Pour l'enseignement professionnel et technique, malgré le dévouement de certains enseignants issus du monde du travail nous sommes aussi dans des impasses. La prise en charge par les régions de ces formations a contribué, certes, à les rendre moins inefficaces, mais il faut aller plus loin, réformer de fond en comble la fiscalité des entreprises en matière de formation, les inciter à créer des formations correspondant à leurs besoins, la formule du CFA actuelle étant bien supérieure au lycée professionnel.

Scandaleuse normalisation

L'enseignement général, quant à lui, sera soumis à la concurrence de l'initiative privée. On assiste aujourd'hui à une forte demande d'enseignement privé.

D'abord le privé sous contrat (20 % de l'offre sauf dans l'enseignement agricole où il est majoritaire) mais celui-ci démontre ses limites et la capacité de normalisation de la république depuis les fameux combats pour l'école libre des années 80.

Ayant beaucoup parcouru la France sur le thème de l'enseignement, j'ai pu juger du courage de certains directeurs d'établissements le plus souvent catholiques, du dévouement des équipes pédagogiques, mais il faut bien admettre par ailleurs une normalisation scandaleuse de la part des recteurs et des inspecteurs, la médiocrité de la formation de certains professeurs moins diplômés et ne rêvant que d'intégration statutaire dans l'Éducation nationale, le manque relatif de choix de leurs professeurs. Tout cela fait que le privé sous contrat n'est qu'une alternative interne au système, souvent tenté par la surenchère sur le pédagogiquement correct.

L'essor du privé hors contrat

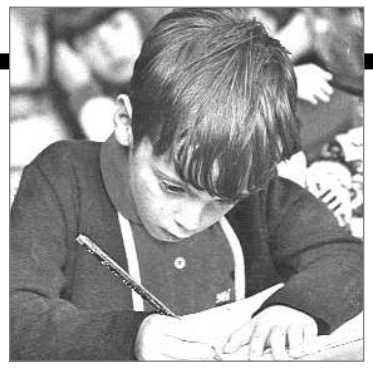
Or il faut se résoudre désormais à admettre que l'alternative externe est en train de connaître un essor considérable. L'enseignement catholique et singulièrement celui attaché à la tradition fut pionnier en la matière avec les écoles de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie X. Puis sont venues d'autres initiatives, plutôt de laïcs, parents eux aussi attachés à la tradition, avec les formidables réussites d'une école comme Saint-Dominique au Pecq. Désormais l'initiative est partout et l'on assiste à la montée d'un véritable lobbying anti-Éducation na- ▶▶

LES CHIFFRES DE L'ENSEIGNEMENT

Élèves (y compris privé)	**15 004 400**
Premier et second degrés	12 125 700
Étudiants	2 268 400
Apprentis	383 000
Autres (second degré agriculture et spécial santé)	227 300
Personnels (y compris privé)	
Écoles, collèges et lycées	**1 307 000**
Enseignants	887 600
Non enseignants	419 400
Supérieur	
Enseignants	88 800
Non enseignants	56 800

Source : www.education.gouv.fr (Année 2004-2005)

- Les établissements privés d'enseignement (de la maternelle au post-baccalauréat) scolarisent plus de 2 millions d'élèves (soit 17% des effectifs des enfants scolarisés).
- 13 % des écoles élémentaires et 40 % des lycées sont privés.
- 90 % des établissements privés sont catholiques.
- L'enseignement catholique scolarise 97,7 des élèves du privé sous contrat.
- 97,4 % des élèves sont dans le privé sous contrat, 2,6 dans le privé hors contrat.



LA FAILLITE DE L'ÉTAT ENSEIGNANT

À quoi sert l'Éducation nationale ?

par Michel FROMENTOUX

tionale. Dans cette analyse on peut citer SOS Éducation, composée de la génération des trentenaires qui a "eu la peau" de plusieurs recteurs sur les questions de sujets au BAC et qui exerce désormais, forte de ses 65 000 adhérents, une sérieuse pression sur les députés, soit contre une loi existante, soit pour faire passer des dispositions favorables à l'initiative privée surtout en matière fiscale.

Car la clef est à Bercy et dans la philosophie par trop étatiste de nos énarques et de la caste politique qui s'imagine encore gouverner la France.

On peut saluer le remarquable travail de Mme Anne Coffinier (créer-son-école.com) qui a réuni avocats et fiscalistes pour procurer aux parents le conseil juridique et fiscal idoine. Il faut reconnaître que l'évergétisme éducatif peine encore à se développer mais il n'est pas douteux que ces initiatives déboucheront tant la pression devient forte, tandis que l'État embringué dans l'assistance universelle n'est plus en mesure d'assurer le service de l'école.

On signalera aussi le travail du père Yannick Bonnet qui a mis au point un système de bourses financé par les revenus du capital de grands-parents volontaires, dès lors que le rendement de leurs placements dépasse un certain pourcentage pour en céder quelques points (avec déduction fiscale) au bénéfice d'un fonds qui distribue ces bourses.

Retour à la diversité

Bref, on voit bien que l'attirail idéologique du plan Langevin Wallon, du collège unique, des 80 % d'une classe d'âge au bac et tout le brinquebalant discours pédagomaniaque, le fatras égalitaire des discours de gauche dont les gouvernements dits de droite se font une ardente obligation, sont des attributs d'un autre siècle et que ces impedimenta dont est chargé le mammouth l'accablent plus encore.

Il est venu le temps d'en finir avec l'animal. Après trente-cinq ans à chevaucher la bête, ayant, contre toute attente, été un prof heureux, l'auteur de ces lignes est reconnaissant à ses maîtres de ce formidable goût qu'ils lui ont donné pour les idées et la culture. Aujourd'hui, j'ai la conviction pour mes petits-enfants que le renouveau de la culture du savoir, de la science et des métiers passe par cette diversité tant vantée par ailleurs par les idéologues fatigués qui nous la refusent lorsqu'il s'agit de notre progéniture et, partant, de l'avenir de la France.

Olivier PICHON

**** Professeur agrégé d'histoire, directeur de* Monde et Vie.**

Affirmons-le une fois de plus : l'"école de la République" ne pourra jamais se réformer, car les principes mêmes qui la fondent sont paralysants. Ils émanent de ce Jean-Jacques Rousseau totalement démodé, qui se piquait d'écrire sur l'éducation *(L'Émile)* alors qu'il abandonnait ses propres enfants à l'Assistance publique. Il érigeait l'individu en absolu, n'obéissant qu'à soi-même, révolté contre tout ce qui s'impose à soi de plus haut et de plus ancien que soi. La Révolution de 1789 en découla, ne reconnaissant plus d'intermédiaire entre l'individu-roi et l'État tout puissant, seul habilité à définir la liberté !

On ne sortira pas du bourbier actuel sans déboulonner la statue de Jules Ferry.

GRANDS ANCÊTRES

Les "grands ancêtres" ont clairement défini la "philosophie" de l'État éducateur. Écoutons Talleyrand sous la Législative : il faut enseigner la Constitution *« destinée à imprimer à jamais de nouveaux sentiments, de nouvelles mœurs, de nouvelles habitudes »****, ou encore Rabaut Saint-Étienne sous la Convention :*** *« L'enfant qui n'est pas encore né appartient déjà à la patrie »****, ou Robespierre :*** *« Les enfants sont la propriété de l'État, les parents n'en sont que les dépositaires »* **(sic).**

À cet État désormais revenait la tâche de régénérer l'homme en l'obligeant à briser ses "chaînes", en l'arrachant à sa condition, prétendue source d'inégalités, en développant en lui la "vertu" qui le détournerait de tout intérêt particulier et de toute référence surnaturelle, en lui apprenant ainsi à faire coïncider sa volonté avec la "volonté" générale, celle des "meilleurs" électeurs... En somme en devenant enseignant !

Résultat : après dix ans de Révolution, on ne trouvait plus personne qui sût écrire pour devenir maire d'une commune...

La Révolution par l'école

Sous l'Empire, les écoles des congrégations religieuses (sorties de la clandestinité) furent tolérées mais pressurées par le fisc alors que l'Université officielle devint une puissante machine dirigée par les francs-maçons. La Restauration permit un essor de l'enseignement catholique sans pour autant réussir à contrer l'influence des Loges. Après 1830 les bourgeois, bien que plutôt voltairiens, s'inquiétèrent de la montée d'une classe ouvrière sans religion et sans morale : la loi Guizot (1833) accorda la liberté de l'enseignement primaire. Puis ce fut 1848. Nouvelle occasion pour les bourgeois de trembler : le 15 mars 1850 la loi Falloux offrit à toute personne ayant les diplômes requis le droit d'ouvrir une école secondaire (laïque ou confessionnelle), mais l'Université gardait le monopole et les subventions des collectivités locales seraient versées au compte-gouttes.

Le clergé, déjà quelque peu gagné par le libéralisme – lequel voulait réduire l'Église à la dose de catholicisme que pouvait supporter le monde moderne – n'osa pas, quand il était encore temps, se dresser contre le centralisme démocratique. Alors vint le Second Empire, où le ministre de l'Instruction publique Victor Duruy obligea les communes à créer une école publique à côté de l'école catholique tandis que Jean Macé créait la Ligue de l'Enseignement – un ramassis de francs-maçons.

Totalitarisme ferryste

L'inattendu se produisit toutefois le 8 février 1871 quand les Français élirent une majorité catholique et royaliste qui s'empressa de voter la liberté de l'enseignement supérieur (1875). C'était, bien sûr, la faute de l'école des curés ! Les thuriféraires de la République sans Dieu s'organisèrent. Déjà en 1869 Jules Simon proclamait : **« On répète avec raison que la Révolution n'est pas finie. Nous voulons qu'elle le soit. Quel est le moyen ? Fonder partout des écoles ! »** Donc continuer par l'école l'œuvre de la Révolution ! Qu'importait la misère ouvrière alors atroce sous l'effet du libéralisme économique ! Ce qui comptait, ce n'était pas de donner du pain et du repos au peuple, c'était de lui apprendre à mieux penser : **« Nous n'avons qu'une tâche**, s'écriait Gambetta : **instruire le peuple, répandre l'instruction et la science à flots. »**

L'heure de Jules Ferry avait sonné, celle de refaire une humanité sans Dieu et sans roi, celle de **« purger la nation »** *(sic)* et de donner une haute "morale" à la démocratie. Ce fut donc la naissance dans les années 1881-1882 de l'école *laïque, gratuite et obligatoire* qui s'imposa en ordonnant à la soldatesque de jeter les crucifix dans des tombereaux.

L'intelligence en péril

Il n'est pas question de charger cette école de tous les péchés du monde ; nul ne peut nier la conscience professionnelle, l'indépendance d'esprit, voire le patriotisme de bon nombre de maîtres. Pas question non plus de condamner systématiquement l'État quand il ouvre des écoles à titre subsidiaire, ou pour former ses fonctionnaires, ou quand il exerce un droit de regard sur l'enseignement au nom du bien commun. Ce qui est aberrant c'est que l'État fasse de l'enseignement *sa mission essentielle*, qui ne lui revient nullement.

Jules Ferry

Les conséquences de ce rapt d'enfants furent vite dramatiques. D'abord commença la déchristianisation de la France : apprendre à organiser sa vie comme si Dieu n'existait pas c'est forcément apprendre à s'en passer...

En outre cette école fut amenée, en exposant les différents systèmes de pensée, à renvoyer l'élève au jugement de sa seule conscience, sans la moindre référence religieuse ou seulement nationale. Elle ne pouvait dès lors qu'imposer une "morale" froide, puritaine, fondée sur le seul impératif catégorique, engendrant ainsi des générations de sceptiques voire de nihilistes.

Ajoutons à cela que l'histoire enseignée sembla très vite avoir été écrite par des ennemis de la France, comme le disait l'historien belge Henri Pirenne. On ne pouvait affaiblir plus gravement l'intelligence d'un peuple.

Une école déconnectée

Le visage même de la France en a été changé : au lieu de transmettre librement, généreusement, avec fierté, l'héritage français dans toute sa diversité, l'école ferryste a réduit cet héritage au seul "évangile" des Droits de l'Homme, l'a asséché, uniformisé pour en enlever ce qui avait assuré, des siècles durant, la vie et l'unité de la nation. L'école se déconnecte depuis lors des réalités sociales, économiques, régionales, professionnelles, historiques...

Le vide spirituel fit des établissements le champ clos des idéologies s'imposant comme produits de substitution, chacune avec sa recette pour mieux mouler le citoyen idéal de la démocratie idéale : d'où ces expériences, ces réformes toutes plus utopiques les unes que les autres, qui ne cessent de désorienter les élèves autant que les parents. Et tout cela pour aboutir – on s'en aperçut dès 1920, et c'est évident aujourd'hui – à augmenter le nombre des illettrés ! Comme quoi le bourrage de crânes encyclopédique et les méthodes dites actives en vue de socialiser les enfants ne sont pas les bons moyens de dispenser les savoirs de base...

Le sommet de la folie éducative fut atteint en 1947 avec le plan communiste Langevin-Wallon qui, toujours en vigueur, fait du ministère de la rue de Grenelle un reste de "Soviétie" en plein Paris. L'Éducation nationale s'est ainsi arrogé la mission de l'éducation **« pour tous les enfants »**, **« à tous les niveaux et sous tous les aspects »**. Le totalitarisme à l'état pur !

UN MONSTRE

« L'État enseignant est un monstre, *écrivait Maurras.* ***L'enseignement est fonction de la société. Il est l'organe des traditions écrites et orales. On comprend que les familles mettent l'enseignement sous le contrôle de la religion, car l'esprit est ainsi vérifié par l'Esprit. Mais l'État, pouvoir temporel, quelle est sa compétence ? Et de quel droit, lui dont la pensée est toute mêlée des préoccupations de l'utilité générale, peut-il contrôler ce qui est de la pensée libre, ce qui tient à l'esprit indépendant et pur. »***

Tout le drame de ce grand niais de ministère de l'Éducation nationale est exposé dans ces lignes...

Dès lors le ministère n'a cessé de s'alourdir, de peser sur le budget des Français, d'abriter des multitudes d'enseignants mais aussi de pédagogues, de sociologues, d'animateurs, de technocrates, de psychologues, de psychiatres, de syndicalistes qui prennent en mains le sort de multitudes d'enfants entassés dans des bâtiments démentiels et désespérants, où ils s'ennuient ferme, alors que beaucoup s'épanouiraient plus en apprenant un métier avant d'attendre l'âge de seize ans...

Hélas, de son côté, l'enseignement officiellement "libre", ayant trop souvent, avec la complicité d'évêques défaitistes, échangé contre ses *raisons*

de vivre les *moyens* de vivre offerts par l'État, s'est bien souvent laissé aligner sur l'enseignement laïque...

Les vraies finalités de l'enseignement

Ainsi la machine à broyer les cerveaux avance-t-elle à grands pas. Et cela ne fait pas que des heureux ! En témoignent : les grèves d'enseignants, les violences croissantes dans les établissements, la baisse effarante du niveau des études, la perte du sens de l'effort et de l'émulation, les lycéens tentés par le suicide, les étudiants poussés à revendiquer le diplôme universitaire comme un droit (un droit de l'homme...) et qui se retrouvent chômeurs à un sur trois, etc... Et que dire de la "morale" enseignée sous forme d'éducation civique, n'ayant d'autre référence à proposer que des principes individualistes, égalitaristes et libertaires, à l'ombre desquels le casseur apatride aura toujours plus de chances d'être compris et protégé que le jeune Français soucieux de son droit d'hériter de son patrimoine national...

On ne sortira pas de ce bourbier sans oser déboulonner la statue de Jules Ferry. Il est grand temps de rappeler qu'éduquer ce n'est pas gaver les enfants jusqu'à seize ans de connaissances que tous ne sont pas destinés à accumuler et qu'ils auront vite oubliées. C'est d'abord transmettre des valeurs, des convictions, un enracinement, des traditions éprouvées, et donner le goût de ces choses aux enfants de familles nouvellement arrivés dans le pays. C'est par la formation de l'intelligence et de la volonté que l'on apprend à user dignement de sa liberté et que l'on forge des caractères bien trempés. Les idéologies dont se nourrit l'Éducation nationale, en sont incapables ; négligeant l'expérience des siècles, elles ne peuvent que paralyser le système. Or jamais la République ne pourra renoncer à imposer son école sans se suicider, puisqu'elle fait corps avec lui.

Poser la question de l'école en France c'est inévitablement poser la question du régime.

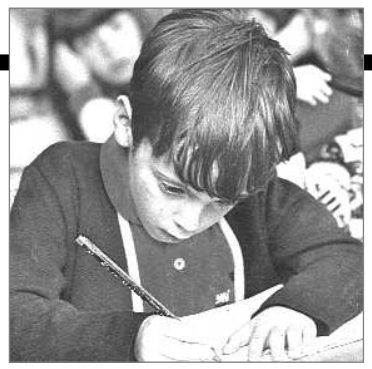
■

ÉCOLE ET INTÉGRATION

Cette déconfiture de l'enseignement est une catastrophe nationale, d'autant plus grave que les masses de jeunes immigrés se trouvent ainsi fort peu incitées à s'intégrer à une France dont nul ne leur apprend à aimer ou admirer les grandes traditions spirituelles, intellectuelles et morales. Qui ose encore dire aux immigrés et même aux Français de souche que c'est un honneur d'être français ? Si les Français donnent d'eux-mêmes par leur enseignement une image aussi minable, voire repentante, faut-il s'étonner quand les voitures flambent dans les banlieues ?

M.F.

L'enseignement du français en crise ?



par **Stéphane MURATTI**

L'enseignement du français et de la littérature au lycée a connu de grands bouleversements ces dernières décennies. *Grosso modo*, on peut dire que l'on est passé d'une étude centrée sur la connaissance des auteurs et du contenu culturel des œuvres, à une approche plus technique des catégories de genre (roman, nouvelle, théâtre, etc.) de registre (épique, lyrique…), de type de discours (argumentatif, descriptif, narratif…) et centrée sur le texte, – c'est-à-dire l'extrait –, dont on va chercher à exprimer, par l'exercice de la lecture analytique, la plénitude du sens et des effets.

Il serait temps d'en finir avec l'illusion d'un parcours unique pour tous et de favoriser des filières adaptées à chaque type d'élève.

Cette évolution n'est pas mauvaise en elle-même car elle est exigeante et permet d'échapper à l'écueil qui consiste à faire des extraits étudiés de simples prétextes à un discours convenu et souvent extra littéraire (historique, culturel, social…).

Pourtant les effets pervers de cette évolution se sont rapidement fait sentir : perte de la chronologie et de l'histoire littéraire, manque de repères culturels pour appréhender le contexte des œuvres, saucissonnage de la littérature à travers des groupements d'extraits exclusivement fondés sur des critères formels… En bref, des élèves qui connaissent (plus ou moins bien !) un certain nombre de termes savants venus de la stylistique, de la rhétorique, de la linguistique, capables de relever des champs lexicaux ou des réseaux métaphoriques dans n'importe quel extrait mais qui pensent que Marguerite Duras vivait sous Louis XIV, que Victor Hugo a écrit *La Chanson de Roland*, des élèves qui, surtout, lisent peu ou pas du tout !

Il semble que dans ce domaine, les causes soient à rechercher du côté de la massification de l'enseignement et de l'évolution des mentalités. En effet, les programmes, qui se suivent en se corrigeant plus ou moins depuis plus de vingt ans, pouvaient très bien améliorer l'enseignement de la littérature si celui-ci avait continué à être réservé comme jadis à une minorité favorisée socialement et culturellement ainsi qu'à des générations moins soumises à une société du spectacle qui laisse à la pratique de la lecture la part du pauvre dans le grand marché des loisirs.

Manque de bases linguistiques

Au collège, c'est la langue qui souffre. Comment se fait-il que tant d'élèves entrent en Seconde sans aucune orthographe et sans la moindre notion de grammaire ? Le mot d'ordre des programmes est le décloisonnement, autrement dit la fin de la séparation entre l'étude des textes littéraires et l'étude de la langue. En théorie, les professeurs n'ont donc plus le droit de consacrer une ou plusieurs heures par semaine au seul enseignement de la grammaire et de l'orthographe.

Là encore, l'intention était louable. Il s'agissait de faire mieux sentir le lien entre grammaire et style, de faire acquérir des notions de langue mais sans les séparer artificiellement de l'apprentissage de la signification. Dans les faits, malheureusement, on constate que ce qui aurait pu être très stimulant pour des élèves évoluant dans un contexte familial où l'on parle et écrit un bon français, se révèle destructeur pour ceux qui auraient besoin d'un mode d'acquisition plus systématique parce que les bases linguistiques leur manquent cruellement.

On le voit, en français comme dans d'autres domaines, il serait temps d'en finir avec l'illusion d'un parcours unique pour tous et de favoriser des filières adaptées à chaque type d'élève. Hélas, les réactions idéologiques de la gauche et de certains syndicats lorsque M. Raffarin a voulu abaisser à quatorze ans l'âge de l'entrée en apprentissage augurent mal des chances de voir évoluer la situation.

■

LA MÉTHODE GLOBALE AU FEU ?

M. de Robien l'a promis dès le 7 décembre dernier devant les députés : *« Il faut abandonner une fois pour toutes la méthode globale ou assimilée d'apprentissage de la lecture. »*

L'actuelle rentrée va être un test décisif sur la volonté du ministre de l'Éducation nationale d'aller jusqu'au bout de son idée. Les pédagogues de pacotille qui paradent depuis trente ans, les formateurs d'I.U.F.M. et les syndicats patentés ricanent en prétendant que la méthode globale n'est plus utilisée depuis longtemps, et ils entendent bien résister en exhibant leurs méthodes bâtardes et semi-globales. Ils affectent d'oublier que celles-ci ont aussi été visées par le ministre disant ce que les orthophonistes démontrent, à savoir que la dyslexie est *« provoquée par une approche globale de la lecture ».*

Déjà, les arrêtés d'application de la réforme Robien sont beaucoup moins clairs que les déclarations du ministre. Le combat promet encore bien des surprises... Selon **Le Figaro** ***du 29 août, les enseignants et les éditeurs de manuels*** *« font de la résistance »* ***alors que les parents*** *« semblent bel et bien sur la même longueur d'onde que le ministre »* ***et se ruent sur les éditions fidèles à la bonne vieille méthode dite Bosher.***

Affaire à suivre... Pour nous, rien ne remplacera jamais la bonne vieille méthode syllabique (le **b.a.ba***) qui a formé des générations de jeunes Français faisant zéro faute à la dictée du certificat d'études, alors qu'aujourd'hui un enfant sur cinq entre en sixième en ne sachant pas lire, que beaucoup d'autres ne savent qu'ânonner..., sans parler des bacheliers qui ne savent pas rédiger une lettre correcte...***

Obliger les enfants à reconnaître les mots comme de simples images, ce n'est exiger d'eux nul effort d'attention et de précision. Il faut leur apprendre que chaque mot a une histoire, que chaque lettre a une place dans le mot, comme le mot dans la phrase, comme la phrase dans le paragraphe : c'est tout le **b.a.ba** ***de la pensée classique. À oublier cela, on ne peut que décerveler la jeunesse. Souhaitons que le ministre fasse preuve d'autorité devant les oppositions : il y va de l'avenir de l'intelligence.***

M.F.

Des écoles coupe-gorge...

La violence dans les établissements scolaires est, dit **Le Figaro** ***du 1er septembre, la première préoccupation des parents. 93 % la placent devant la consommation de tabac et l'usage de la drogue.***

Pour y remédier, M. Gilles de Robien vient d'annoncer que les chefs d'établissement allaient pouvoir demander aux forces de police et de gendarmerie d'organiser dans l'enceinte de l'établissement la *« permanence »* ***d'un agent. Pour les élèves les plus perturbateurs, on va accroître le nombre de classes-relais qui les prendront rapidement en charge.***

Il y a tout à parier que de telles mesures n'amélioreront guère la situation. L'on n'ose toujours pas remonter aux causes mêmes qui depuis plus de vingt ans ne cessent de pourrir la situation.

Les actes de racket des grands envers les plus jeunes, les viols, les matraquages de professeurs en pleine classe, les destructions de mobilier, les incendies d'établissements, tous ces faits devenus quasi quotidiens révèlent le malaise profond d'une société qui laisse depuis longtemps les jeunes générations à l'abandon.

À l'origine du mal : la destruction, encouragée par les lois, de la famille. Des masses d'enfants vivent aujourd'hui sans père, dans des familles monoparentales ou recomposées, voire sur-recomposées, bientôt peut-être homosexuelles, où la mère travaillant à l'extérieur n'est pas au foyer quand ses enfants auraient besoin d'elle. Quels repères, quels modèles s'offrent à ces petits déracinés en train de devenir des barbares ?

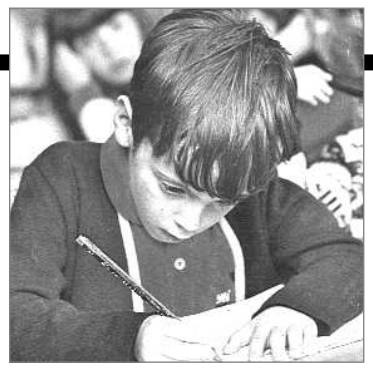
Crise de l'autorité

Déracinés aussi, bien sûr, les enfants d'immigrés, lesquels avaient souvent des parents respectueux des vertus familiales et morales, mais que l'environnement d'une société française en train de se déliter laisse complètement désemparés, mal dans leur peau entre leur culture qu'ils ont oubliée et la culture française qu'on ne sait pas leur donner envie de s'approprier.

L'école, même avec présence de flics, peut-elle à elle seule sauver cette jeunesse en perdition ? Le malheur est qu'en dépit de quelques professeurs courageux qui arrivent à imposer plus ou moins leur autorité, beaucoup d'autres se contentent de trembler et ont déjà démissionné... Eux-mêmes, formés dans l'esprit de l'après Mai 68, n'ont pas la force ni l'envie d'apprendre à ces jeunes à obéir et à aimer les matières qu'ils leur enseignent. Or, pas de bonne éducation sans apprentissage de l'enthousiasme ! Alors les élèves s'ennuient, ne comprennent pas pourquoi on les parque et on les entasse dans des écoles souvent mal bâties, et finalement se droguent ou cassent.

Qu'on ne l'oublie jamais : cet âge est sans pitié ! Quand on ne donne aux jeunes aucun modèle à imiter, quand on veut se faire aimer sans se faire craindre, quand on ne fait preuve d'aucune autorité devant eux, ils comprennent que l'on se moque d'eux. Mais alors, ce sont toutes les bases "philosophiques", non seulement de l'école, mais de la société tout entière, qu'il faut oser remettre en cause.

Michel FROMENTOUX



LA FAILLITE DE L'ÉTAT ENSEIGNANT

Les familles doivent payer la facture de "l'école gratuite"

Sur les 58 milliards d'euros dépensés en 2006 pour l'enseignement scolaire, n'est-il pas possible de trouver les crédits nécessaires pour que la scolarité des enfants ne pèse plus sur le budget des familles ?

Qui peut encore croire au mythe, pourtant n°1 des mythes fondateurs de la République, de l'école gratuite, laïque et obligatoire de Jules Ferry ? Les parents des 6 665 000 enfants qui ont effectué cette semaine leur rentrée scolaire auront en tous cas eu l'occasion, en effectuant les fameuses courses de rentrée, de constater une nouvelle fois que l'école n'est pas gratuite.

Une allocation insuffisante

Comme chaque année, les médias n'ont pas ménagé leur peine pour répéter en boucle à quelle hauteur on pouvait mesurer cette année la générosité de l'État-providence : 268,01 euros. Puisque tel est le montant de l'Allocation de Rentrée scolaire 2006. Les familles auront amèrement constaté que la somme ne suffit pas à combler le trou creusé dans leur budget par la hausse de la facture énergétique... Mais même si l'on admet que cette somme est disponible pour l'achat des fournitures scolaires, il ne faut pas oublier que Philippe Bas, ministre délégué à la Famille, a indiqué que cette allocation attribuée sous condition de ressources bénéficierait à « **près de trois millions de personnes** », soit moins de la moitié des écoliers. Pour un élève sur deux, aucune allocation n'est donc venue aider au paiement des fournitures scolaires.

Et même pour les bénéficiaires de ce versement des caisses d'allocations familiales, il ne pouvait pas suffire, dans la plupart des cas, à couvrir le coût réel de la rentrée. L'enquête annuelle de l'association *Familles de France* a ainsi évalué à 202,01 euros le coût moyen des fournitures scolaires pour un enfant entrant en sixième. Mais cartables, cahiers, stylos, gommes, tenues de sport et autres fournitures ne sont pas les seules dépenses auxquelles les familles doivent faire face. Si l'on y ajoute l'assurance scolaire obligatoire (18 euros), les livres (66 euros), les activités culturelles et sportives (316 euros), la facture monte à près de 600 euros sur l'année. Et, cerise sur le gâteau, les parents sont même invités à verser à l'école "gratuite et obligatoire", par le biais des coopératives scolaires, une somme moyenne de 15 euros servant à prendre en charge les dépenses pour lesquelles le ministère de l'Education nationale n'a pas prévu de ligne budgétaire.

Du soutien payant

Dans son enquête, *Familles de France* rappelle également qu'une rentrée en seconde professionnelle coûte le double d'une rentrée au collège. Et la Confédération syndicale des Familles fait la même analyse, indiquant que la rentrée coûte 170 euros en cours moyen, 335 euros en 4e et 700 euros en BEP industriel.

par Guillaume CHATIZEL

On pourra même rejoindre l'analyse de la Confédération syndicale des Familles qui dénonce la « **marchandisation** » de l'enseignement : les parents ont de plus en plus recours à des cours particuliers ou même du "coaching" scolaire, encouragés par

Le ministre de l'Éducation nationale, Gilles de Robien

le gouvernement qui offre une réduction d'impôt de 50 % pour ces dépenses, sans ce soucier du sort des enfants qui ne peuvent avoir accès à ce soutien privé. À l'évidence, seule une réforme qualitative de l'enseignement et la diminution des grèves qui perturbent le déroulement des cours pourraient rassurer des parents légitimement inquiets et enrayer la progression du soutien scolaire privé.

De fortes inégalités régionales

C'est au lycée que la facture scolaire laissée aux familles est la plus lourde. Longtemps, les familles devaient assumer seules l'achat des manuels scolaires. Et si les conseils régionaux, à l'image de la région Centre qui a initié le mouvement dès 1998, ont mis la main à la poche, ces aides décentralisées ont créé une très forte inégalité entre les régions.

Dans les régions Centre, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Pays de la Loire, Paca, Bourgogne et la Corse, le système fonctionne désormais comme en primaire et en collège : la collectivité achète les manuels qui sont prêtés aux lycéens. Mais dans les autres régions, notamment pour ne pas priver les libraires du marché de la vente de ces livres, on a préféré opter pour une aide aux familles, distribuée sous forme de chèque-livres ou de carte à puce. En Aquitaine, cette aide est modulée en fonction des ressources : de 90 euros quels que soient les revenus de la famille, jusqu'à 160 euros si la famille répond aux critères de versement de l'Allocation de rentrée scolaire.

Ailleurs, l'aide est inégale : 100 euros pour les élèves de seconde de Rhône-Alpes, Picardie, Auvergne et Lorraine, 40 euros dans le Nord-Pas de Calais, ce qui ne suffit pas à couvrir l'achat de l'ensemble des livres. Puisque le principe de l'aide au financement des manuels des lycéens est maintenant généralisé à l'ensemble des régions, il faudra sans doute songer, comme le réclament l'Union nationale lycéenne, la Confédération syndicale des Familles, que l'État généralise le principe de l'achat des manuels par les régions et du prêt aux lycéens.

Il semblerait également normal que la TVA sur les fournitures scolaires soit abaissée de 19,6 % à 5,5 %, allégeant d'autant la facture, mais on sait avec quelle inquiétude les gouvernements envisagent ces changements de régime de TVA depuis que Bruxelles a rappelé qu'il appartenait désormais à l'Europe d'en décider...

Il restera aussi à développer, dans certaines régions, les aides au financement des autres équipements, notamment dans les lycées techniques et les lycées professionnels où des fournitures spécialisées et coûteuses sont parfois nécessaires.

Des élèves sans dictionnaire

Et il faudrait également, plutôt que de parler de "discrimination positive" lorsqu'il n'est plus temps que de constater l'incapacité du système scolaire à permettre la réussite de tous, donner à chacun les moyens de suivre une scolarité normale. Ainsi, alors qu'il était autrefois de tradition que le maire de la commune offrît un dictionnaire aux enfants entrant en sixième, cette habitude a été perdue dans la plupart des villes et on scolarise des enfants dont les parents sont presque illettrés, sans même s'assurer que ces élèves disposeront d'un dictionnaire...

À l'évidence, ce n'est pas d'une hausse de budget que l'Éducation nationale a besoin tant on connaît la propension naturelle du "mammouth" à consommer des crédits sans augmenter réellement son efficacité. Sur les 58 milliards d'euros dépensés en 2006 pour l'enseignement scolaire, n'est-il pas possible de trouver les crédits nécessaires pour que la scolarité des enfants ne pèse plus sur le budget des familles ?

Pour l'instant, plutôt que de rétablir une meilleure égalité des chances en donnant à chacun les moyens d'étudier, il semble plus à la mode d'envisager de créer une "AJAFEE" : une Allocation pour tous les Jeunes en Attente de Formation, d'Emploi ou en Etudes, qui permettrait aux éclopés du système scolaire de pouvoir survivre en attendant d'atteindre 25 ans et de pouvoir prétendre à l'attribution du RMI... ■

« Les profs nous endoctrinent ! »

Fondée en 2003 aux éditions du Rocher par Vladimir Volkoff, la collection "Désinformation" s'attache aux différentes expressions de ce que le romancier définissait comme une « **manipulation de l'opinion publique à des fins politiques par des moyens détournés de traitement d'une information véridique ou non** ». Christine Champion vient d'en étudier le volet scolaire. Licenciée en philosophie, enseignante puis documentaliste, elle connaît de l'intérieur et ce depuis quarante ans, la formidable machine à endoctriner et à "formater" les élèves que constitue l'Education nationale.

Philosophie des Lumières

Christine Champion s'attache tout d'abord a étudier la base doctrinale de l'enseignement officiel : la philosophie des Lumières. L'égalitarisme de Jean-Jacques Rousseau, l'élitisme d'un Condorcet et le droitdelhommisme des révolutionnaires vicient toujours l'enseignement républicain, plus de deux siècles après leur conception. C'est cette base qui a été retenue à la fin du XIXe siècle par Jules Ferry et ses amis pour former de bons petits républicains, selon l'adage suivant : "Le premier devoir de la république est de faire des républicains". Ils y parviendront du fait des lois laïcistes.

par Pierre LAFARGE

Dans une deuxième partie, l'auteur s'attache à analyser la situation présente de notre Éducation nationale, en termes d'organisation et de grands principes. Ultime avatar de l'égalitarisme, l'hétérogénéité érigée en dogme à coups de "Collège unique" et d'objectifs de réussite au bac freine les meilleurs élèves sans pour autant parvenir à aider les moins bons. Incapacité à se réformer, tyrannie pédagogique des I.U.F.M, impuissance des syndicats, violences scolaires… : le bilan de l'école républicaine est catastrophique.

Reste à étudier les méthodes et programmes actuels de l'Éducation nationale. Les sciences y règnent en maîtres au détriment des études littéraires. L'apprentissage de la lecture passe encore trop souvent, malgré la volonté de l'actuel ministre de l'Education, par la seule méthode globale et un choix tronqué des textes étudiés. L'Histoire est, on le sait, systématiquement déformée au profit des seuls grands mythes républicains. L'éducation civique, remise à l'honneur, demeure imprégnée de rousseauisme et donc d'idéologie.

La conclusion de Christine Champion est accablante pour l'Education nationale : « **On se demande si la référence continuelle à une soi-disant "égalité des chances" ne couvrirait pas d'autres buts : au fond, l'École en France, cette pépinière de citoyens, représente la pleine réussite d'une idéologie conduisant en droite ligne à la formation d'une oligarchie : sélectionner une nouvelle élite, les futurs guides du peuple, tout en maintenant le plus grand nombre dans un ensemble de demi-connaissances floues, le rendant incapable d'esprit critique.** » Cela a le mérite d'être clair !

Administration pléthorique au service d'une idéologie, notre Éducation nationale constitue bien une gigantesque entreprise de désinformation. Depuis vingt ans, l'un des slogans préférés des lycéens d'Action française demeure « **Les profs nous endoctrinent** ». A lire ce livre, force et de constater qu'ils ont vu juste. ■

**** Christine Champion :* La désinformation par l'éducation nationale*, éd. du Rocher, 204 p., 19,90 euros.***

L'inconscience américaine devant le Djihad

par **Yves LENORMAND**

Jürgen Elsässer, journaliste d'investigation, écrit dans un livre passionnant, *Comment le Djihad est arrivé en Europe*, que le fanatisme islamique ne peut parvenir à ses fins, c'est à dire à la conquête du pouvoir, que s'il est aidé par l'Occident. Si tel n'est pas le cas, il est éliminé. L'Algérie en a fourni un bon exemple. Le Front islamique du Salut avait obtenu la majorité des suffrages aux élections au début des années 90. Le pouvoir algérien, avec l'aide de la France, lui livra une guerre sans merci. Il réussit à extirper ce chancre. En revanche, en Afghanistan, en Bosnie, en Irak, l'inconscience criminelle des États-Unis a amené les islamistes au pouvoir.

Le fanatisme islamique ne peut arriver à ses fins, c'est-à-dire à la conquête du pouvoir, que s'il est aidé par l'Occident.

Afghanistan

Tout le monde sait que les Américains ont soutenu les djihadistes afghans contre les Russes dans les années 80. La C.I.A. a entraîné leurs militants en Écosse et aux États-Unis et leur a fourni trois milliards de dollars d'aide pendant dix ans. À partir de 1986 elle leur a fourni, en particulier, des roquettes antiaériennes de type Stinger qui leur ont permis **« de décimer les escadrilles héliportées des Soviétiques »**, mais il y a mieux.

Robert Gates, ancien directeur de la C.I.A., a avoué que les services secrets américains ont commencé à soutenir les moudjahidins afghans six mois avant l'intervention soviétique, le 24 décembre 1979.

Avant de s'attaquer à l'Occident des milliers de djihadistes ont été recrutés, formés et financés par les services secrets américains afin d'aller combattre en Bosnie, au Kosovo... Certains allèrent ensuite à Hambourg afin de préparer les attentats du 11 septembre. Ils étaient étroitement surveillés par la C.I.A..

Jurgen ELSÄSSER

Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter, a confirmé que cela avait été fait intentionnellement dans le but de déclencher une intervention russe. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé. Pendant dix ans l'U.R.S.S. a mené une guerre sans issue qui a contribué à l'effondrement du communisme en Europe.

On peut dire qu'après tout, utiliser des criminels contre d'autres criminels n'est pas forcément une mauvaise idée. Le problème, c'est que les États-Unis ont continué cette politique dans les Balkans, en particulier en Bosnie.

En Bosnie, comme au Kosovo, il est communément admis, grâce à la propagande occidentale, que les Serbes ont eu tous les torts tandis que les musulmans auraient été d'innocentes victimes. J. Elsässer montre qu'il n'en est rien et que bien des massacres imputés aux premiers furent le fait des seconds.

Bosnie

Il existait dans ce pays deux hommes politiques : Izetbegovic, qui était un extrémiste bien que l'Occident l'ait présenté comme "modéré", et Abdié qui lui, était pour une cohabitation des trois communautés. Curieusement ce furent Izetbegovic et les fanatiques islamistes qui reçurent le soutien des États-Unis et non pas son rival qui avait pourtant la majorité des électeurs avec lui.

Les Saoudiens, – et ceci ne put se faire qu'avec l'aval de Washington – , livrèrent des armes aux djihadistes pour un montant de trois milliards et demi de dollars. Mais il y eut mieux.

Grâce à la complicité d'Israël, les mollahs iraniens reçurent des missiles américains ultra-sophistiqués. C'était du temps de Reagan. Il s'agissait de faire durer la guerre avec l'Irak. Mais un petit service en vaut un autre. Sous Clinton, les Iraniens furent priés par les Américains de livrer des armes aux Croates et aux Bosniaques. Cela leur permit de mettre les pieds en Europe. Par la suite, les Américains livrèrent eux-mêmes, en dépit de l'embargo instauré par l'O.N.U., des armes, et en particulier des missiles, aux islamistes combattant en Bosnie.

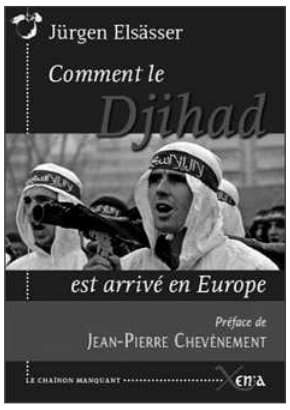
J. Elsässer distingue trois phases dans l'embargo en faveur des djihadistes par les États-Unis. **« En 1992-1993, des transports aériens sont organisés depuis le Soudan, la Turquie et l'Iran »**. Après la création de la fédération croato-musulmane en 1996 **« ...chaque mois jusqu'à huit avions iraniens atterrissent à Zagreb, sur les îles de l'Adriatique ou en Albanie ».** Ce sont les Américains qui ont monté ce système. À partir de 1995, les Américains s'impliquent directement. **« Certaines nuits, six à huit Hercules C130 atterrissaient à Tüzla »**. Enfin, en septembre 1995, les chasseurs-bombardiers américains attaquèrent les Serbes.

Après les accords de Dayton, censés ramener la paix dans la région, les Américains continuèrent à armer au maximum les Bosniaques ou prétendus tels, car parmi ceux-ci il y avait beaucoup de djihadistes venus d'Afghanistan, d'Algérie, d'Iran et d'ailleurs...

Albanie et Kosovo

Et, pendant ce temps, les Iraniens venus livrer des armes avec la bénédiction (et peut-être le financement) des Américains, s'intégraient dans les régiments bosniaques tandis que leurs agents secrets infiltraient les services secrets de la petite république.

Dans l'Albanie de l'après socialisme, l'économie reposait sur des trafics mafieux. En 1997, celle-ci s'écroula. C'est alors que l'Iran accourut au secours mais le régime des mollahs en profita pour mettre la main sur les services secrets libanais, et de là, pour s'étendre en Europe. Un peu inquiète, une fraction de l'administration Clinton décida à l'été 1998 d'arrêter trois cadres djihadistes. La réponse ne se fit pas attendre : le 7 août des bombes explosaient devant les ambassades américaines de Nairobi et de Dar-s-Salaam faisant 224 morts et plus de 5000 blessés.



Les Américains comprirent le message. L'entreprise mercenaire, M.P.R.I. (Military Professional Ressources, Inc) qui travaillait pour le compte du Pentagone, avait déjà envoyé au Kosovo quelques djihadistes "bosniaques" afin d'aider l'U.C.K.. Leur mission était d'indiquer aux Américains les cibles à bombarder. On passa à la vitesse supérieure. Ils furent rejoints par une centaine de moudjahidins en provenance de Bosnie. Ils servirent, en liaison avec Al-Quaïda, à encadrer les troupes de l'U.C.K. et à renseigner les Américains.

En 2001, les Américains envoyèrent 200 à 300 djihadistes combattre aux côtés de l'U.C.K. macédonienne. Un moment donné, les choses tournèrent assez mal pour les protégés des Américains. À la bataille d'Aracinovo, une unité de l'U.C.K. fut encerclée. Immédiatement, Javier Solana, envoyé de l'Union européenne, accourut et obtint qu'on laissât les moudjahidins sortir sans encombre. Cette connivence euro-américaine n'a rien d'étonnant. N'oublions pas, en effet, que pendant que les Américains armaient l'U.C.K. au Kosovo, l'O.T.A.N. bombardait sans pitié la Serbie.

La politique du pire

Tous ces combattants financés par la C.I.A. et par des organismes pseudo-humanitaires fondés par l'Arabie Saoudite et par les Américains ne limitèrent pas leurs exploits à l'ex-Yougoslavie.

Le 25 juillet 1995, le terrorisme bosniaque frappait à Paris, à la station R.E.R. Saint-Michel faisant 10 morts et 116 blessés. Le 17 août un second attentat eut lieu à la station Étoile et dans un TGV près de Lyon mais la bombe fut désamorcée à temps. Au début de 1996, le "gang" de Roubaix préparait un attentat contre le G7 qui devait se réunir à Lille. Les membres du "gang" qui furent tués ou arrêtés étaient tous passés par la Bosnie.

La Bosnie qui est une région impossible à contrôler et dont les djihadistes obtiennent très facilement la nationalité est une base arrière du terrorisme. C'est ensuite un jeu d'enfant de s'infiltrer dans les pays occidentaux en recourant au droit d'asile.

On a retrouvé évidemment certains de ces braves gens dans l'attentat du 11 septembre. Les anciens de Bosnie constituèrent les personnages clefs de cette opération. Tous avaient été entraînés et armés par le M.P.R.I., sous-traitant du Pentagone. Tous les hommes qui ont préparé l'attaque du 11 septembre, écrit J. Elsässer, **« ont été sous surveillance continue des services secrets U.S., certains ont même fait l'objet d'offres de recrutement, mais jamais d'un mandat d'arrestation"**.

Pourquoi les Américains ont-ils mené cette politique du pire ? En Afghanistan, c'était clair. En Yougoslavie, il s'agissait avant tout d'affaiblir l'Europe en créant sur son flanc une plaie purulante. Mais pourquoi la C.I.A. et le Mossad ont-ils permis le 11 septembre ? Il ne faut pas oublier que Bush junior est avant tout l'homme des pétroliers. Or les États-Unis voulaient mettre la main sur les ressources irakiennes tandis que les sionistes voulaient casser ce pays. Après avoir prétendu que Saddam Hussein finançait le terrorisme et possédait la bombe atomique, ce qui était purs mensonges, les Américains et les sionistes ont cassé l'Irak, mais ce faisant, ils ont donné, au nom de la "démocratie" le pouvoir aux chiites, en sorte que s'est constitué, ou est en train de se constituer, un axe Téhéran-Bagdad-Beyrouth. D'où la guerre qui se déroule actuellement au Liban car Israël a pris conscience du danger.

Dans un livre en 1998 Z. Brzezinski a éclairé les enjeux de la diplomatie américaine qui sont de contrôler les champs pétrolifères du Golfe et de l'Asie centrale, de réduire l'influence de la Russie et de l'Europe et de dominer le monde musulman, d'où le projet du Grand Moyen Orient qui connaît actuellement quelques ratés : en Irak, au Liban... et ailleurs.

Jurgen ELSÄSSER

Les sionistes voudraient bien tuer les serpents qu'ils ont réchauffés dans leur sein mais les troupes du Hezbollah et du Hamas (1) ne sont pas décidées à se laisser faire d'autant qu'ils se sentent maintenant assez forts pour mordre la main qui les a nourris.

■

**** Jürgen Elsässer :*** **Comment le djihad est arrivé en Europe*. Préface de Jean-Pierre Chevènement. Éd Xénia. Vevey, Suisse, 303 p., 19 euros.***

(1) N'oublions pas que le Hamas a été porté sur les fonds baptismaux, si l'on peut dire, par Israël et que le Mossad a laissé prospérer le Hezbollah au Liban, pendant des années, en toute quiétude.

LIVRES REÇUS

● **François-Georges Dreyfus : *COMPRENDRE LE MONDE ACTUEL.*** – L'auteur a rassemblé ici ses meilleures chroniques internationales publiées dans la revue *La Nef.* Toutes les zones sensibles de la planète, du Proche-Orient à l'Asie en passant par l'Europe, la Russie, l'Afrique et les États-Unis font l'objet de fines analyses. La politique extérieure de la France est jugée avec sévérité, non sans raisons. ***Éd. La Nef. coll. mémoire de la Nef. B.P. 48, 78810 Feucherolles. 238 pages. 20 euros.***.

● ***PRÉSENCE DE LA VARENDE.*** – Le numéro 17 (juin 2006) relate les activités en 2005 de cette association présidée par André Boscher. Il contient aussi plusieurs études sur La Varende en particulier *Heures, jours et saisons de l'œuvre de La Varende*, par Jean-Baptiste Morvan. Il rend hommage aux amis défunts : Michel Sécheret, Pierre de Gasté, Vladimir Volkoff, Jean Mabire (articles d'Anne Bernet et d'André Boscher) et présente une *Histoire du Chamblac.*

Par ailleurs, *Présence de La Varende* diffuse *Le Carrefour de la Belle Étoile*, légende chouanne, d'Anne Bernet (*16 euros, port compris)* et *Monsieur Phisemont* (préface par Anne Bernet) *(16 euros, port compris.* ***Présence de la Varende, 16 rue La Varende, 14250, Tilly-sur-Seulles.***.

● **Béatrice de Bourbon-Siciles et Cyrille Boulay : *VOTRE MARIAGE ROYAL.* Conseils pratiques et princiers pour une cérémonie réussie**. – Si vous appartenez à une famille royale ou princière vous trouverez dans cet élégant album tout ce qu'il faut savoir pour organiser votre mariage ; si vous ne figurez pas dans le Gotha, vous vous rêverez prince ou princesse et vous y puiserez des idées. Cet ouvrage richement illustré allie des rappels historiques à des conseils très pratiques. Des magazines spécialisés racontent les mariages princiers, vous en découvrirez ici les coulisses. Rappelons que Béatrice de Bourbon Sicile est l'animatrice avec Jacques-Henri Auclair de l'Association Unité capétienne. ***Éd. Le Pré aux clercs. 112 pages, 22 euros.***

Jacques CEPOY

LES FILMS DE SEPTEMBRE

● ***QUAND J'ÉTAIS CHANTEUR. – La solitude du chanteur de fond ! Du côté de Clermont-Ferrand, "il" est la vedette locale. Le chouchou de ces dames. "Il", c'est Alain Moreau,*** *Gérard Depardieu*, ***et son orchestre. Vieux baltringue, comme il se qualifie lui-même, il est chanteur. Sauf que sa renommée ne dépasse pas les frontières du département. Sa réputation se limite aux bals des comités d'entreprise, aux maisons de retraite, aux salons de restaurants chic de la région et autres Fête de la grenouille...***

Solitaire, il semble heureux de son sort. Mais, dans son regard, on voit bien qu'il est triste (nostalgique ?) le chanteur. Quand il croise la route de Marion, *Cécile de France*, ***jeune femme agent immobilier, mère célibataire au passé chaotique et elle aussi solitaire, il retrouve ses 20 ans et se prend à rêver d'un nouveau départ. D'autant plus que la chance – tardive – de sa vie se présente à lui, à savoir faire la première partie d'un concert du chanteur Christophe.***

Trop de bonheur d'un coup ? Ces deux "chances" ne risquent-elles pas d'être le "round de trop" ? Vous le saurez en allant voir cette comédie dramatico-sentimentale émouvante et sensible de *Xavier Giannoli*, ***servie par un*** *Gérard Depardieu* ***étonnant en "vieux" chanteur abandonné et poussant la chansonnette, sans forcer sa voix, aussi bien, voire mieux, qu'une "nouvelle star" !***

● ***WORLD TRADE CENTER. – "La (les) Tour(s) infernale(s)" ! Après*** **Vol 93** ***qui racontait le drame vécu par les passagers pris en otages par les terroristes kamikazes d'Al-Qaïda ayant détourné l'un des avions de ligne sur les deux tours du World Trade center, ce tristement "célèbre" 11 septembre 2001, ce film d'***Oliver Stone ***nous replonge dans l'horreur de ce jour en nous racontant l'histoire dramatique et véridique de deux policiers de New York, John McLoughlin,*** *Nicolas Cage*, ***et Michael Pena,*** *Will Jimeno*, ***venus porter secours aux victimes des tours du World Trade center et qui, à leur tour, se sont retrouvés piégés, durant douze heures, sous les décombres.***

Un film choc, émouvant et qui vous prend aux tripes, sur deux hommes pris dans l'enfer du devoir. Deux types, deux "guys", qui ont juste fait leur "job" pour sauver des vies humaines, au risque d'y perdre les leurs.

● ***SUPER EX-GIRLFRIEND. – Comme un Clark Johnson,*** *Uma Thurman*, ***a une double personnalité. Directrice de galerie d'art dans le "civil", dès que survient une catastrophe, ou une agression, elle se métamorphose en G-Girl. Comprenez par là qu'elle devient une super-wonder-woman aux pouvoirs exceptionnels. Le hic c'est qu'elle est extrêmement jalouse...***

Sur le mode parodique des films de super-héros, *Iva Reitman* ***signe une comédie du genre couillonnade loufoque qui s'oublie aussi vite que votre dernier "fast-food" !***

Alain WAELKENS

Napoléon devant Pie VII

par René PILLORGET

Sous le titre *Des résistances religieuses à Napoléon*, évoquant le célèbre dialogue imaginé par Alfred de Vigny, ou le tableau de J.-P. Laurens, du Salon de 1894, consacré à la rencontre de Napoléon et de Pie VII, captif à Fontainebleau, paraît le compte-rendu des recherches de M. Bernard Plongeron, éminent spécialiste de l'histoire de l'Église, montre qu'il n'y eut pas seulement opposition de deux personnalités ou de deux hautes fonctions, le Sacerdoce et l'Empire, mais aussi, un affrontement d'idées.

Imprégné de la philosophie des Lumières, Napoléon était surtout un homme pratique, héritier d'une situation difficile, voire chaotique : une Église catholique séparée de l'État, un clergé "jureur", un clergé "réfractaire", des évêques et d'autres ecclésiastiques émigrés. Complexité supplémentaire : il lui fallait tenir compte de la situation des pays annexés ou vassaux de la France, notamment du royaume d'Italie.

Pie VII était un homme conciliant ; il accepta de venir assister au sacre impérial, et fixa la Saint Napoléon au jour anniversaire de l'empereur. Celui-ci ne comprit pas que le Pape, prêt à de larges concessions dans le domaine politique, serait intransigeant dans le domaine religieux.

Ce que l'empereur n'avait pas prévu

Dans ce livre, d'une grande richesse, composé d'articles parus dans des revues spécialisées ou des actes de Colloques, on découvre des aspects inconnus de l'histoire religieuse de la France : ainsi des mouvements d'union des Églises catholiques et protestantes d'un étonnant synchronisme, l'apparition du mot "libre-penseur", une résistance théologique des prélats, "cryptée" par l'utilisation de formules bibliques ; puis, après Tilsitt, des avertissements en clair contre la guerre et la conscription.

L'ouvrage révèle jusqu'où pouvait aller la flagornerie de certains laïcs, avec "l'étrange projet" de Portalis, visant à transformer le Panthéon en un temple destiné à conserver l'épée portée par l'empereur à Austerlitz, et en siège d'un chapitre de Saint Napoléon. On s'étonne de "l'acharnement" apparemment déplaisant des évêques, qui ne s'étaient pas insurgés contre les *Articles organiques*, à contraindre le prisonnier de Savone à reconnaître les *Quatre articles* de 1682. Mais ce que Napoléon n'avait pas prévu, c'est que les évêques pousseraient jusqu'au bout la logique de Bossuet : or, celle-ci accordait à la Chaire romaine la primauté de juridiction et le privilège d'être le centre de l'unité catholique.

M. Plongeron analyse aussi fort bien « **la finesse et la faculté d'intemporalité** » qui caractérisent les diplomates romains et comment Napoléon dut, en définitive, capituler en 1813, face à un Pie VII nimbé d'une incontestable popularité et sorti d'une longue épreuve, grandi et respecté de tous. Une passionnante étude d'histoire religieuse et d'histoire des idées.

■

**** Bernard Plongeron :*** **Des résistances religieuses à Napoléon (1799-1813).** ***Éd. Letouzey & Ané, 364 pages, 31,50 euros.***

Le sacre de Napoléon en présence du pape Pie VII

Notes sur un bonheur impossible

par Pierre LAFARGE

Christian Authier, journaliste à *L'Opinion indépendante* et au *Figaro littéraire*, poursuit de façon assez intimiste l'exploration de sa génération, celle des trentenaires, avec ce troisième roman qui ne décevra pas ceux qui avaient apprécié les précédents.

Le narrateur tente d'expier par l'écriture la perte, sans raison apparente, de l'être aimé, une Toulousaine nommée Valentine, beauté aussi fugitive que désirable : « **Il est de certains êtres comme de certains pays, on n'en revient pas. Longtemps après les avoir quittés, leurs paysages et leur langue nous habitent encore.** » S'ensuit une longue réflexion sur la difficulté d'être heureux : « **L'existence n'est qu'une succession de souffrances, plus ou moins aïgues, tempérées de moments de bonheur, qui ne finissent qu'avec le dernier souffle.** »

Palliatfs à la morosité

Heureusement pour lui, qu'il existe des palliatifs qui permettent de tenir face à l'adversité ! Entendez par là les copains (tel ce « **chouan blond égaré dans un mauvais siècle** »), les romans et les bouteilles de vin naturel dégustées entre Paris et Toulouse. La narration s'accompagne en effet d'une longue énumération de divers flacons (Château Yvonne, Dard et Ribo, Drappier, Lapierre...) semblant tout droit sorti du *Petit Lapaque des vins de copains* (Actes Sud) et de clins d'œil littéraires qui laissent peu de place au hasard...

Après avoir réussi avec brio son entrée sur la scène littéraire, le biographe de Patrick Besson et de Clint Eastwood démontre ici qu'il compte bien y demeurer en usant d'un même brio d'écriture. On ne peut que l'y encourager.

■

**** Christian Authier,*** **Une si douce fureur.** ***Éd. Stock, 144 p., 14 euros.***

LE MONDE ET LA VILLE

MARIAGE

● Nous sommes heureux d'apprendre le mariage d'**Eudes RIVOAL**, fils de M. Bernard Rivoal et de Mme née Agnès Bonnaves, petit-fils de Mme Odile Bonnaves, avec **Marie-Reine ALEX**, fille de M. et Mme Marcel Alex, petite-fille de Mme Tassion. Il sera célébré le 16 septembre à 10 h 30 en la chapelle de la Sainte Famille à Notre-Dame des Millières (Savoie). Le consentement sera reçu par M. l'abbé Beaublat.

Nous prions les parents et les grands-parents des futurs mariés, notamment nos amis fidèles M. et Mme Bernard Rivoal, de recevoir nos bien vives félicitations, avec tous nos vœux de bonheur pour le jeune ménage.

● Nous sommes heureux d'apprendre le mariage de notre ami **Olivier GIOT-BORDOT** avec **Isabelle BOUVIER** qui sera célébré par le P. Éric Jacquinet le 23 septembre à 15 h 30 en l'église de Chasselay (Rhône). Le consentement des époux sera reçu par. Michel Orecchioni, diacre.

Plusieurs années durant Olivier Giot-Bordot anima les activités de la section étudiante d'A.F. de Clermont-Ferrand, puis de celle de Lyon. Nous lui adressons ainsi qu'à sa future épouse tous nos vœux de bonheur, avec nos félicitations aux parents et aux grands-parents.

DÉCÈS

● Nous avons appris avec beaucoup de peine la disparition de notre ami fidèle **Christian MALAURIE** survenu le 7 août 2006. Il avait 83 ans.

Ancien élève de l'École nationale d'administration, inspecteur général honoraire des Transports et des Travaux publics, il était officier de la Légion d'Honneur et officier de l'ordre du Mérite.

Profondément attaché aux idées de l'Action française, il continuait d'apporter son soutien constant au journal et au mouvement d'A.F. Il était fier d'appartenir à la grande famille de l'Action française. Sa vie était guidée par une solide foi catholique.

Nous prions Mme Christian Malaurie, son épouse ainsi que ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants d'agréer l'expression de notre vive sympathie dans leur chagrin, avec l'assurance de nos prières.

INFORMATION

● Un ***HOMMAGE AUX GARDES SUISSES pour cinq siècles d'Honneur et de Fidélité*** aura lieu le **samedi 16 septembre 2006** à Thiberville (près de Lisieux)

À 10 h 30 : messe de Requiem célébrée par l'abbé R. de La Motte.

À partir de 14 heures : spectacle de la *Troupe des Cœurs de Chouans*, suivie de ***2006 apprendre et ne pas oublier***, évocation de l'histoire des Gardes Suisses par **A.J. CZOUZ-TORNARE**, chargé de cours à l'université de Fribourg.

** Pour tout renseignement :*
06 71 02 26 47 ou 06 80 42 46 71

DANS NOTRE COURRIER

Bouillie épiscopale

À propos de votre billet *Bouillie pour les chats* (*A.F. 2000* du 31/8/06), Mgr Vingt-Trois, comme pas mal de ses collègues, ne semble pas aimer beaucoup son pays.

"Catholique et Français toujours" évoque pour lui « **ces années noires** ». J'ai bien peur que ce terme ne désigne pas pour lui les débuts de la IIIe mais la période du maréchal Pétain.

Plus loin il parle du « **dynamisme du christianisme dans l'histoire de l'Europe** ».

Je remarque qu'il troque le catholicisme au profit du christianisme, ce qui permet de nier la Réforme, et qu'il abandonne la France au profit de l'Europe.

Mgr Vingt-Trois agit comme l'anti-France.

André CHARLES (Limoges)

Les cèdres qu'on abat

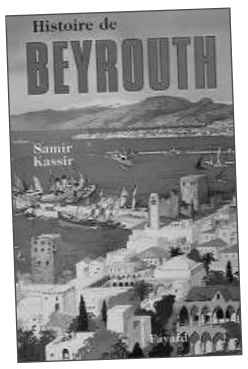
par
Anne BERNET

Le conflit déclenché par Israël contre le Hezbollah aura remis le Liban sous les feux d'une actualité tragique. Occasion, à travers quelques ouvrages récents, de mieux appréhender nos liens avec un peuple auquel Saint Louis promit jadis, en son nom et celui de ses successeurs, « **même protection qu'aux Français eux-mêmes** ».

Métamorphoses

Singulier destin que celui de Beyrouth, "la ville des puits". Au temps de la gloire phénicienne, et en dépit de sa rade exceptionnelle, la cité naissante fut éclipsée par Tyr, Byblos et Sidon. Devenue colonie de droit romain, peut-être justement parce que, faute de passé, elle était plus que d'autres perméable au modèle latin, elle brilla par l'exceptionnelle notoriété de son école de droit, la plus fameuse de l'Antiquité, dont sortiraient les rédacteurs du Code de Justinien, et qui lui valut le titre de "Mère des Lois". Ce fut à cette apogée qu'au VIe siècle une série de tremblements de terre suivis d'incendies, et, en 551, un raz de marée colossal qui fit, selon les chroniqueurs, plus de trente mille victimes, la rayèrent de la carte. Nul ne douta alors que Béryte ne se relèverait plus. Et pourtant …

Samir Kassir, auteur d'une remarquable *Histoire de Beyrouth*, n'en finit pas de s'étonner des métamorphoses d'une cité dix fois vouée à la ruine, dix fois détruite, souvent réduite à rien et qui toujours, tel le phénix, a repris vie, plus déroutante et fascinante qu'en son incarnation précédente.



Au vrai, après la série de catastrophes naturelles qui rasèrent la cité antique, Beyrouth, pendant près que quinze siècles, hormis la longue parenthèse des croisades qui lui rendit une certaine influence parmi les villes franques du Levant, ne fut, sous la domination arabe puis ottomane, qu'une grosse bourgade jugée sans intérêt. Il fallut attendre les années 1860 pour qu'elle sortît du sommeil et se métamorphosât, de façon inattendue, en un lieu à part, trait d'union entre l'Orient et l'Occident, qui nourrirait rêves, fantasmes et nostalgies.

Samir Kassir l'avoue, et le démontre à grand renfort d'illustrations, de cartes et de plans, victime de l'explosion démographique de la fin du XIXe siècle et de l'importance qu'elle prît au XXe, Beyrouth ne crût point dans l'harmonie et sa soif de modernité l'emporta sur le souci de sa beauté, de sa commodité et de l'urbanisme réfléchi. Il faut donc chercher ailleurs qu'en son architecture les charmes qui séduisirent tant de gens sans retour et les emplirent d'inguérissables regrets. Beyrouth fut sans doute avant tout riche de ses différences, de ses audaces, de ses contrastes et de ses contradictions. Elle fut riche de ses hommes et de ses femmes, et des ambitions qu'ils nourrissaient pour elle.

Avec l'érudition de l'historien, et la passion du Beyrouthin amoureux de sa ville, Samir Kassir analyse cette efflorescence intellectuelle, culturelle, économique, qui fit de Beyrouth la tête de pont de la modernité dans le monde musulman, et dit ce goût du bonheur qui la caractérisait. Surtout, il ne cache pas que ces mêmes atouts portaient en eux les germes des crises, des haines, des affrontements qui embrasèrent le Liban en 1975 et dont il n'est pas encore parvenu à sortir. Il y a beaucoup à méditer dans ces pages, et beaucoup à apprendre.

Péripéties

Le roman de Beyrouth, d'Alexandre Najjar, raconte la même histoire, et dans des sentiments assez analogues, mais il adopte une démarche différente, plus accessible sûrement au grand public, en faisant vivre les péripéties qui façonnèrent ou détruisirent la ville à trois générations d'une même famille.

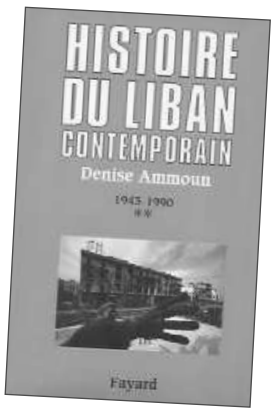
De Roukoz, le jeune drogman de l'ambassade de France, qui participe à l'insurrection des paysans maronites contre le pouvoir féodal protégé par les Turcs à Philippe, le vieux journaliste aveugle, son petit-fils, témoin de tous les soubresauts du monde contemporain, trois générations vont se succéder qui, tour à tour, participèrent à la naissance du Liban moderne.

L'artifice littéraire est classique, certes, mais, pour le lecteur français, la plupart des événements vécus par les héros sont inconnus, ce qui leur donne un intérêt et un pittoresque neufs. Najjar écrit bien, et sait mettre dans son récit ce qu'il faut d'humanité, de compassion, de tragique et d'humour pour tenir en haleine. Tous ces ingrédients rendent son livre séduisant, distrayant, et pourtant instructif.

Corde raide

Lorsque, en novembre 1943, le général Catroux met, au nom de la France libre, un terme au mandat français sur le Liban, laissant le pays accéder à une indépendance longuement désirée, le nouvel État paraît promis à un avenir souriant et prospère. Mais, très vite, les événements internationaux se chargeront de faire peser sur elle de lourdes menaces. En bouleversant le Proche-Orient, l'après-guerre place le jeune Liban au cœur de tous les intérêts géostratégiques de l'époque, le coince entre un nouvel État israélien ennemi déclaré, une Syrie qui ne se résout pas à être amputée d'un territoire qu'elle tient pour l'une de ses provinces, des Palestiniens déracinés qui affluent sur son sol exigu, et tout cela l'oblige à tenir sa place au sein d'un monde arabo-musulman dont il se veut solidaire en dépit d'une population où les chrétiens sont alors majoritaires.

Fort de son ouverture au monde et aux autres, de sa réussite économique, de l'afflux touristique et de son importance culturelle, le Liban parviendra trente ans à marcher sur la corde raide, se refusant à mesurer les précipices qui l'entourent. La chute n'en sera que plus spectaculaire.



Le second tome de l'*Histoire du Liban contemporain*, de Denise Ammoun, court de l'indépendance à 1990. Ce gros pavé d'un millier de pages n'est certes pas d'une lecture allègre, mais il s'agit, au fil des différents mandats présidentiels, d'une somme et d'une analyse assez irremplaçables au niveau politique, législatif, diplomatique. L'un des principaux intérêts de l'ouvrage est de mettre en évidence la quasi-impossibilité, pour ce pays atypique, de ne pas se retrouver soumis aux exigences des uns et des autres, et d'abord à la volonté de pays arabes plus puissants dont il lui fallait jouer le jeu, quitte à en être la victime. Les accords du Caire, de 1969, qui, permirent à d'autres gouvernants de se débarrasser de la douloureuse question palestinienne en installant l'OLP au Liban avec de véritables pouvoirs étatiques, inévitables facteurs de déstabilisation à court terme, en sont la plus terrible démonstration.

Malgré la sécheresse de l'exposé des faits, et un certain désintérêt pour le poids de l'humain sur les événements, cet ouvrage constitue une somme de référence non seulement pour ceux qui s'intéressent au Liban, mais pour éclairer toute l'histoire contemporaine, et celle des crises proche-orientales.

Révélations

Bien que prévisible lorsque l'on reprend l'enchaînement qui y conduisit, la guerre qui éclata le 13 avril 1975, après un attentat contre Pierre Gemayel, sembla prendre tout le monde de court, observateurs compris. À chaud, dans la multiplication des violences et la complexité croissante du conflit, toute analyse se révélait fragmentaire, et souvent erronée, les apparences étant souvent trompeuses.

Alain Ménargues, qui couvrit les événements, se rendait compte alors que bien des points lui demeuraient obscurs et qu'il ne percevait qu'une part de la vérité, ou de ce qui voulait en tenir lieu. Cette impression de trompe l'œil l'incita, dès que ce fut possible, à rencontrer les protagonistes de tous bords pour tenter d'apprendre d'eux ce qui ne pouvait ni ne devait se dire à l'époque.

Les secrets de la guerre du Liban, qui ne couvre d'ailleurs qu'une période allant de septembre 1980 à septembre 1982, se veut l'analyse de la conquête du pouvoir par Béchir Gemayel jusqu'à son assassinat au lendemain de son élection à la présidence de la République.

Sans doute y-t-il dans ce livre fouillé de nombreux points intéressants et même quelques révélations susceptibles de changer passablement la vision que l'on avait de certaines péripéties.

Reste qu'il ne serait point politiquement correct de paraître éprouver une quelconque sympathie envers ce parti kataeb qui se voulait à la fois chrétien et nationaliste, et osait revendiquer des vues communes avec la phalange franquiste. Dès lors que ce postulat est posé, discréditant tous les faits et gestes des Gemayel et de leurs partisans, est-il encore possible de raconter leur histoire de façon objective ?

Engagement

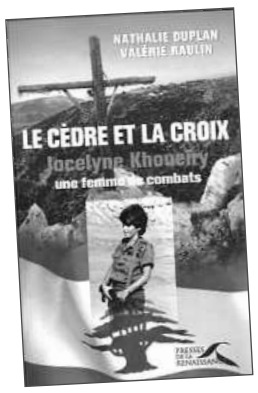
Non pas, au demeurant, que les phalangistes libanais, effet tragiquement ordinaire des guerres civiles, n'eussent point fini par commettre de ces actes propres à nuire durablement à une image qu'ils n'avaient vraiment pas le loisir de polir à l'intention d'une presse occidentale bien-pensante… Ainsi, en 1978, le malencontreux assassinat d'un autre responsable chrétien, Tony Frangié, de sa femme et de leur fillette au berceau, qui fut d'un effet déplorable… Mais a-t-on le droit, loin du danger et de l'horreur, de se faire juge des erreurs, des dérapages, et même des crimes d'autrui ?

C'est la bonne et honnête question que se posent Nathalie Duplan et Valérie Raulin en se faisant les biographes de l'étonnante Jocelyne Khoueiry.

Maronite, militante du parti kataeb depuis sa prime adolescence, Jocelyne Khoueiry a vingt ans quand la guerre éclate. Elle ne supporte pas de rester à la maison alors que ses frères et ses amis partent combattre. Ayant suivi la formation paramilitaire dispensée par le parti, elle décide de s'engager, elle aussi, ce qui ne sera pas sans jeter un certain émoi dans une société qui, même chrétienne, n'en conserve pas moins quelques idées bien établies sur la place des femmes.

Des idées que Mlle Khoueiry et ses commandos d'élite féminins ne tarderont pas à faire voler en éclats, avant, un soir de mai 1976, d'entrer dans la légende en défendant, à sept contre trois cents feddayins palestiniens, un point-clef du dispositif des quartiers chrétiens.

Mais, ce même soir, la vie de Jocelyne bascule, brutalement et inexplicablement touchée par la grâce au moment où la jeune fille s'y attendait le moins. Elle va comprendre, d'un coup, les véritables enjeux de la guerre qu'elle mène, et que la croix que les siens arborent n'est pas seulement un signe identitaire.



Bouleversée, douloureusement atteinte par la mort de ses proches, Jocelyne décide d'aller s'enfermer au carmel. Mais ce n'est définitivement pas ce que Dieu attend d'elle.

Le cèdre et la croix est un reportage, avec les forces et les faiblesses du genre, mais qui a le mérite de révéler au public une personnalité singulière, et de donner, de son camp, une image plus juste, et trop souvent occultée.

■

**** Samir Kassir :* Histoire de Beyrouth*, Fayard, 735 p., 25 euros (163,99 F).***
**** Alexandre Najjar :* Le roman de Beyrouth*, Plon, 370 p., 20 euros (131,19 F).***
**** Denise Ammoun :* Histoire du Liban contemporain*, 1943-1990, Fayard, 1010 p., 32 euros (209,91 F).***
**** Alain Ménargues :* Les secrets de la guerre du Liban*, Albin Michel, 555 p., 24 euros (157,43 F).***
**** Nathalie Duplan et Valérie Raulin :* Le cèdre et la croix*, Presses de la Renaissance, 285 p., 19 euros (124,63 F).***

LUS AUSSI

● **Richard Millet : *UN BALCON À BEYROUTH*, précédé de *BEYROUTH OU LA SÉPARATION***

Élevé à Beyrouth dans les années soixante, aux heures de la prospérité absolue de la ville, un romancier français évoque ses souvenirs d'enfance et d'adolescence d'un pays et d'un art de vivre disparus, puis son retour au Liban en 1994 et les sentiments que lui inspirent la ville et le pays ravagé.

Une série d'instantanés souvent pittoresques qui représentent un témoignage certes subjectif mais intéressant.

** La Table Ronde, La petite vermillon, 232 p., 8,50 euros (55,76 F).*

Fabliaux rustiques et naïvetés dévotes

par **Jean-Baptiste MORVAN**

*Mon ami Polydore et moi, nous aimons fort les vagabondages d'esprit conformes à la vieille formule "de fil en aiguille". C'est ainsi que l'autre jour Polydore se plaignait de ce que son dictionnaire, pourtant récent, n'assignait au mot "quinteux" qu'une plate signification matérielle et médicale, alors que, selon Polydore, cette épithète au charme désuet qualifiait un caractère difficile. Il goûtait particulièrement une phrase du vieux Lanson à propos de Bernardin de Saint Pierre, heureux en sa vieillesse, **« du moins autant que son caractère quinteux lui permettait d'en profiter »**. Nous connaissons tous des personnages répondant à la définition du "quinteux" : ainsi celui qui achète chaque semaine des publications contraires à ses convictions pour exciter sa bile et trouver matière à irritation. Contrairement à la banalité commune, il proclame qu'il faut "parler de ce qui fâche".*

Le cœur n'est pas nécessairement situé à gauche...

Le théâtre de Molière

Polydore prétend que l'humoriste véritable est celui qui collectionne les sujets de fâcheries pour faire rire les écoutants, d'un rire franc ou d'un rire jaune... Pour ma part, je conserve une fidèle complaisance pour les naïvetés, les bévues dont bien des gens nous régalent. Et aussi pour les anecdotes et historiettes proférées au cours des âges par de "bons raillards" paysans, par des conteurs villageois ou par les turlupins ou jocrisses des théâtres forains. Ma conviction profonde, presque secrète, et quasiment inavouable, c'est que si la France est la fille aînée de l'Église et la gardienne des éternelles vérités, elle est aussi, de manière persévérante au long des siècles, le théâtre de Molière. Et je ne saurais prendre des airs "quinteux" ni arborer des fureurs jansénistes en me remémorant certaines "gausseries" en marge de la dévotion. Si les sacristains et les sonneurs de cloches gardent dans ce domaine un prestige immémorial, il y a des peintres d'effigies sacrées, parfois encore récentes, dignes de demeurer dans nos modestes fabliaux.

Le Bon Dieu de Cesson

*Polydore se souvient d'un de ses collègues qui, à propos d'un nouveau supérieur hiérarchique à la mine austère et tant soit peu rechignée, disait : **« Il n'a point l'air... plaisant »**. (J'adoucis la verdeur de l'adjectif authentique). **« On dirait le Bon Dieu de Trémérenc »**. Je n'ai point retrouvé en cette aimable paroisse la statue à mine quinteuse : le clergé prétend ne pas s'en souvenir;.. Le Bon Dieu de Trémerenc trouvait son contraire et sa compensation dans les saints de l'église de Ploubalay, représentés avec une mine hilare : **« Il est comme les saints de Ploubalâ – qui rient toujours et ne savent pourquâ »**. Nous voudrions bien imiter leur belle humeur, mais les temps sont moroses...*

*Des préoccupations politiques nous attendent, et me font songer à une statue pieuse de l'église de Cesson ; elle représentait le Christ au Sacré-Cœur, mais le peintre, en un moment de distraction, avait peint le cœur de Notre-Seigneur du mauvais côté !... Ce qui faisait dire aux Rennais, à propos de quelque personnage d'opinions conservatrices ou franchement réactionnaires : **« Il a le cœur à droite, comme le Bon Dieu de Cesson ! »** En approchant des élections futures, je ne saurais mieux faire que d'adresser à nos compatriotes une exhortation pieuse placée sous le signe de la statue involontairement folklorique : **« Ayez le cœur à droite, comme le Bon Dieu de Cesson. C'est la grâce que je vous souhaite, mes frères. Ainsi soit-il... »***

■

L'ACTION FRANÇAISE 2000 **TARIF DES ABONNEMENTS**
(paraît les 1er et 3e jeudis de chaque mois)

1. Premier abonnement France (un an) . . . . . **76 €**
2. Premier abonnement Étranger (un an) . . . . . **85 €**
3. Abonnement ordinaire (un an) . **125 €**
4. Abonnement de six mois . . . . . **70 €**
5. Abonnement de soutien (un an) . . . . . **150 €**
6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) . . . . . **45 €**
7. Outre-mer (un an) . . . . . **135 €**
8. Étranger (un an) . . . . . **150 €**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom . . . . . Prénom . . . . . .
Adresse . . . . . .
. . . . . Tél. . . . . .
Ville . . . . . Code postal . . . . . .

Entourez le numéro correspondant à votre abonnement
Bulletin à retourner à *L'Action Française 2000*
10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – C.C.P. Paris 1 248 85 A

LES GRANDS TEXTES POLITIQUES

Le système politique d'Auguste Comte

« Le parlementarisme est un régime d'intrigues et de corruption où la tyrannie est partout et la responsabilité nulle part.

Depuis plus de trente ans que je tiens la plume philosophique, j'ai toujours représenté la souveraineté du peuple comme une mystification oppressive et l'égalité comme un ignoble mensonge.

Tout choix des supérieurs par les inférieurs est profondément anarchique. Il n'a jamais servi qu'à dissoudre graduellement un ordre vicieux.

Tout être devant se former de ses semblables, l'Humanité se décompose d'abord en cités, puis en familles, mais jamais en individus.

Aucune institution finale ne saurait surgir tant que persistera l'anarchie actuelle des opinions et des mœurs. Jusqu'à ce que de fortes convictions et des habitudes systématiques aient librement prévalu envers tous les cas essentiels de la vie sociale, il n'y aura de véritable avenir que pour les diverses mesures propres à faciliter cette reconstruction fondamentale »

Auguste COMTE

Auguste Comte (1798-1857) est peu connu, peu aimé, peu lu. Littré, disciple infidèle, a déformé sa pensée en faisant du positivisme un ennemi de la religion catholique alors que Comte a toujours affirmé son respect, son admiration de l'Église et la dette de reconnaissance que lui doit à jamais la civilisation pour avoir sauvé l'héritage antique. Toutes les autres religions sont destructrices, à commencer par le protestantisme, **« insurrection mentale de l'individu contre l'espèce »**.

"Doctrine de constatation"

« Le positivisme est une doctrine de constatation » écrit Maurras dans *La Démocratie religieuse*. En s'appuyant sur Aristote qu'il appelle **« prince des philosophes »**, Auguste Comte, désireux de donner à l'art qu'est la politique un fondement ferme, a étudié scientifiquement les lois de l'ordre et du mouvement dans la constitution et le développement des sociétés. Il a fondé la science des phénomènes sociaux, la physique sociale ou sociologie. C'est dans le 4e volume de sa *Philosophie positive* qu'il emploie pour la première fois ce néologisme devenu depuis un terme courant. Comte et Sainte-Beuve ont inspiré **« l'empirisme organisateur »**.

« Les morts gouvernent les vivants », dit aussi Auguste Comte. Cette image saisissante montre le poids du passé dans la vie sociale. La morale sera donc dépendante et non indépendante comme celle de Kant. La famille étant le fondement de toute société humaine, Comte tourne le dos à tout individualisme. Ses raisonnements positifs le mènent à

Auguste Comte

des conclusions identiques à celle du catholique Bonald. Pour que la famille, base de toute vie humaine, soit préservée, le mariage sera indissoluble car **« la seule idée du changement y provoque »**.

Évolution de Comte

Les disciples abusifs ont déformé l'image du maître. Certes, marqué par les préjugés de son temps, Comte s'est affirmé républicain et a écrit des pages critiques contre la monarchie, mais son idée républicaine est intéressante par l'horreur qu'elle manifeste envers le parlementarisme et le suffrage universel. Sa république est dirigée par un dictateur qui choisit lui-même son successeur. D'ailleurs, l'anarchie dans laquelle sombra l'Europe après 1848 le mena à considérer la monarchie comme **« moyen de salut extrême »**. Son *Appel aux conservateurs* (1854) représente une étape décisive dans cette évolution, conservateur désignant à ses yeux les hommes qui se rattachent à l'école de Maistre et de Bonald.

En dépit de ses faiblesses et ses insuffisances, le positivisme d'Auguste Comte occupe une place considérable dans la philosophie politique. Charles Maurras a pu dire qu'il était allé par lui à la **« vieille doctrine nationale de la monarchie »** (*AF mensuelle*, 1er mars 1904).

Gérard BAUDIN

**** Le vocabulaire et le style de Comte rebutent le lecteur. Taine a écrit sur une page :*** *« je renonce à aller plus loin »*. ***Pour aborder l'œuvre vaste et difficile de ce puissant penseur*** **(Cours de philosophie positive, Système de politique positive, Considérations sur le pouvoir spirituel…)**, ***on lira deux études :*** **Le Système Politique d'Auguste Comte** ***de Léon de Montesquiou, livre tiré du cours donné par l'auteur à l'Institut d'AF en 1906, et*** **Auguste Comte** ***dans*** **Romantisme et Révolution** ***de Charles Maurras.***

Docteur Jean Marzocchi

L'hôpital de Bastia

Un bref historique de l'hôpital de Bastia dont l'existence remonte au XIIIe siècle. De l'hospice Saint-Nicolas à la pose de la première pierre de l'hôpital un long chemin a été parcouru. L'hospice Saint-Nicolas est antérieur à la création de la ville.

L'auteur est le Dr Jean Marzocchi, pharmacien, dont les travaux sur l'histoire de la médecine en Corse font autorité.

■

St Nicolas de Bastia
Gravure de 1769

**** Dr Jean Marzocchi :*** **L'hôpital de Bastia.** ***Éditions Marzocchi, 2 rue Conventionnel Saliceti, 20200***

Centre Royaliste d'Action française

Camp Maxime Real del Sarte

La journée porte-ouverte

Le dimanche 26 août une centaine de personnes se pressaient au château de Lignières (Cher) pour la journée porte ouverte du 54e CMRDS, université d'été des jeunes royalistes d'Action française, animée par **Pierre Lafarge**.

Un peu de sport pour commencer chaque journée...

La matinée était consacrée à une table ronde sur la mémoire royaliste à partir de trois témoignages. L'écrivain **Francis Bergeron** ouvrait le bal à propos de la Vendée de Palluau (Cher), cette révolte paysanne de 1796, honorée depuis près de vingt ans par un monument ainsi que par des ouvrages destinés aux enfants.

... de quoi se mettre en forme pour le cercle d'études...

Maître André Boscher, président de l'association *Présence de La Varende* présentait celle-ci, qui regroupe près d'un millier d'inconditionnels du romancier royaliste, ainsi que *La Chouannerie normande*, groupement fondé en son temps par La Varende.

Reynald Secher, enfin, évoquait ses travaux universitaires sur le génocide vendéen (*La Vendée-Vengé* vient d'être rééditée chez Perrin) et le mémorial de la Vendée militaire qu'il achève à La Chapelle-Basse-Mer (Loire-Atlantique).

Après le déjeuner présidé par **S.A.R. le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme** dans la Salle des Gardes du château, les travaux reprenaient.

... et enchaîner avec la première conférence !

L'abbé Guillaume de Tanoüarn, animateur du Centre culturel chrétien Saint-Paul, a tracé le portrait d'un Maurras « **principal intellectuel catholique du XXe siècle** » et souligné toute l'actualité de sa pensée. **Pierre Lafarge** a ensuite rappelé que l'Action française n'avait pas vocation à se lancer dans l'agitation électoraliste mais devait mener le combat de la vérité politique Enfin **Jacques Chérifi**, fort de ses expériences au sein du monde politique, a invité les royalistes à débattre avec les républicains des avantages institutionnels de la monarchie et de la nécessité d'un référendum sur la question. Un barbecue et un concert devaient prolonger la soirée.

En l'absence de Pierre Pujo, retenu à Paris, **Monique Lainé** de l'*AF 2000* et **Bernard Bonnaves**, du comité directeur de l'Action française, étaient venus féliciter les jeunes royalistes pour leurs travaux de la semaine, encadrés qu'ils avaient été par leur secrétaire général, **Thibaud Pierre** et par le coordinateur national du CRAF, **Bertrand Lambert**. On remarquait également la présence de **Jean Gugliotta**, conseiller du prince Jean de France, duc de Vendôme, et de **Marc Van de Sande**, animateur du site internet des Manants du Roi.

Merci à Mme Chevalier qui a assuré avec dévouement la subsistance des campeurs

A.F.

À chaque repas, la bonne humeur était au rendez-vous.

Formation aux techniques militantes

Sous la lumière des fumigènes...

Le château de Lignières

PROLONGER LE CAMP

Tous ceux et celles qui ont participé au Camp Maxime Real del Sarte 2006 et ont apprécié les conférences et les cercles d'études sont invités à lire régulièrement* L'Action Française 2000 *(1er et 3e jeudis de chaque mois) où ils retrouveront l'enseignement de l'Action française appliqué aux événements.

Mieux encore, ils sont invités à vendre le journal à la criée (se mettre en rapport avec Monique Lainé au 01 40 39 92 06).

S'ils ne peuvent assurer la vente, nous les invitons à prendre un abonnement à* L'Action Française 2000 *(prix étudiant : 45 euros pour un an). Ils resteront ainsi en contact permanent avec la vie de l'Action française.

P.P.

JOURNÉES DU PATRIMOINE

Pour les Journées du Patrimoine (15 et 16 septembre), les Étudiants d'Action française feront visiter, cette année encore, de 10 à 19 heures, le parc et les extérieurs du château de Lignières, magnifique propriété du prince Sixte-Henri de Bourbon Parme, sur les plans de Le Vau, sur le socle d'une forteresse médiévale.

*** Château de Lignières, 18160 - LIGNIÈRES en BERRY (30 km au sud-ouest de Bourges, 30 km à l'est de Châteauroux)**
Pour tout renseignement : 06 68 24 59 32

RETENEZ CES DATES

Dimanche 8 octobre

(et non 1er octobre comme annoncé précédemment)

Rassemblement de la Saint-Michel

à Jambles (Saône-et -Loire)
** Tous renseignements :*
auprès d'Alexandre Boritch au 06 62 48 12 31

Dimanche 3 décembre

Grand banquet des amis de l'Action française

à 12 h 30 au Palais de la Mutualité.

C.R.A.F.
ASSOCIATION DÉCLARÉE

10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris
TÉL : 01-40-13-14-10 – FAX : 01-40-13-14-11
Dans la ligne du mouvement fondé par Pierre Juhel

DIRECTOIRE
Président : Pierre Pujo
Vice-Président : Stéphane Blanchonnet

CHARGÉS DE MISSION
Formation : Pierre Lafarge
Secrétaire général des étudiants : Thibaud Pierre
Administration : Mlle de Benque d'Agut

COTISATION ANNUELLE :
membres actifs (32 €),
étudiants, lycéens, chômeurs (16 €),
bienfaiteurs (150 €)

« La monarchie, c'est une façon d'être au monde, une façon de communier avec le monde, une façon d'envisager le monde »

Vladimir VOLKOFF

Volkoff, un an après

par Pierre LAFARGE

Royaliste, ami de longue date de l'Action française, l'écrivain Vladimir Volkoff nous a qui quittés il y a un an. Un recueil de textes célèbre sa mémoire.

Le deuxième dimanche de mai 2005, Vladimir Volkoff honorait de sa présence le Cortège traditionnel de Jeanne d'Arc organisé par l'Action française. Nous ne pouvions nous douter qu'il disparaîtrait le 14 septembre suivant dans sa propriété de Bourdeilles, en Périgord. Il venait d'accepter une invitation de Michel Fromentoux à l'Institut d'Action française.

De son vivant, Volkoff avait également accepté de participer à un *Dossier H* qui lui serait consacré, sous la direction de la journaliste Lydwine Helly. C'est la première fois qu'un auteur encore en vie entrait dans la prestigieuse collection des éditions de L'Âge d'homme, fondée en son temps par Dominique de Roux. Volkoff n'aura pas eu l'ouvrage dans les mains, mais aura au moins marqué de sa patte ce recueil collectif qui l'honore aujourd'hui. On y trouve les signatures de Jean Bourdier, Jean Raspail, Alain Paucard, Vladimir Dimitrijevic...

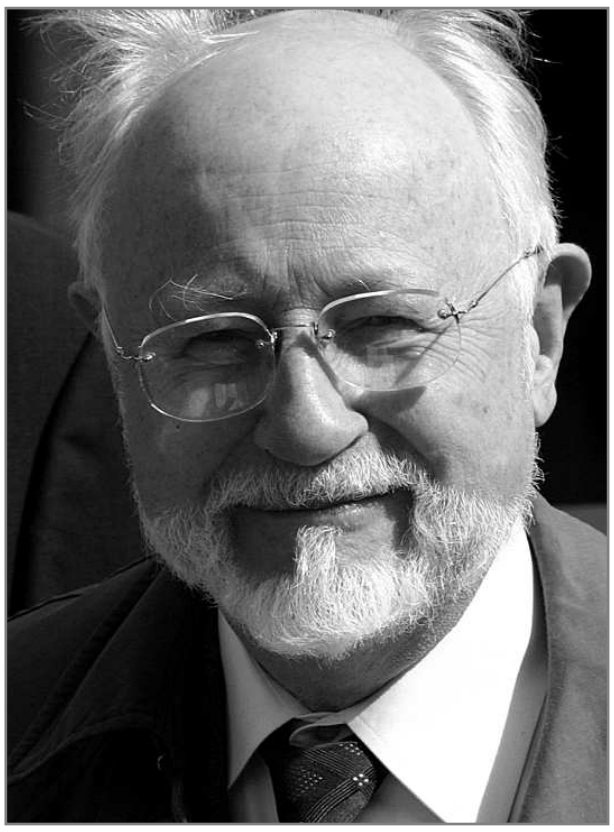
Face au communisme

Né le 7 novembre 1932 dans le XVe arrondissement de Paris, au sein d'une famille de Russes blancs apparentée au compositeur Tchaïkovsky, Vladimir Volkoff se passionne très tôt pour l'écriture. Étudiant en lettres à la Sorbonne, royaliste, il rejoint les rangs des étudiants d'Action française, alors animés par Nicolas Kayanakis et Jean-Marc Varaut *(voir encadré ci contre)*. Franco-russe, il conjugue dès lors sa fidélité originelle aux Romanoff avec celle qu'il porte désormais à la Famille de France.

En 1957, il part effectuer son service militaire en Algérie comme officier des Troupes de Marine. Ayant choisi de rempiler, il terminera lieutenant et sera décoré de la Croix de la valeur militaire. Cette guerre le marquera à jamais. Revenu en métropole en 1962, Volkoff publie ses premiers livres, dont l'amorce, dans la "Bibliothèque verte", de la collection d'ouvrages pour enfants *Langelot* (écrits sous le pseudonyme de Lieutenant X). Il tient la revue de la presse soviétique pour l'hebdomadaire *La Nation Française*. Il sympathise également avec l'écrivain Pierre Gripari.

En 1966, dépité par l'état de la France, il choisit l'exil et part enseigner aux États-Unis : il y restera près de trente ans, poursuivant une œuvre littéraire férocement anti-romantique, marquée par la guerre froide, et influencée par Lawrence Durell et Dostoïevski. Le succès littéraire arrive en 1979 avec un thriller métaphysique, *Le Retournement*, puis en 1982 avec *Le Montage*, pour lequel l'Académie française lui décerne son Grand prix du roman.

Quelques attaques vinrent de la gauche, mais à la fin de cette année là, *Le Monde* peut titrer **« 1982 : l'année Volkoff »**. Fin connaisseur des arcanes du monde du renseignement, qu'il a côtoyé avant son départ aux États-Unis, ainsi que de la désinformation (*La Désinformation, arme de guerre*), Volkoff devient un maître du roman d'espionnage, sans pour autant se cantonner dans cette littérature de genre.



Le 8 mai 2005, Vladimir Volkoff prenait la parole devant la statue de Jeanne d'Arc, place des Pyramides à Paris.

Monde slave

Volkoff décide de revenir en France en 1994. Il s'installe dans le Périgord et se consacre notamment aux relations entre la France et le monde slavo-orthodoxe. Il s'engage aux côtés des Serbes pendant les événements de Yougoslavie. On le voit en Russie – à Moscou et à Saint-Pétersbourg – mais aussi en Serbie, à Belgrade, sous les bombes de l'OTAN au printemps 1999. En France, il défend la souveraineté nationale contre les empiétements de l'Europe de Bruxelles, notamment à la tribune des réunions d'Action française et sur les ondes de *Radio-Courtoisie*. Le 21 janvier 2002 il participe au cortège d'hommage à Louis XVI organisé par les étudiants d'AF. Déjà auteur d'un remarquable *Du Roi*, Vladimir Volkoff accumule les essais politiques (*Manuel du politiquement correct*, *Pourquoi je suis moyennement démocrate*, *Pourquoi je serais plutôt aristocrate*).

Habitué des récompenses littéraires, membre du jury du Prix Hugues Capet, il se présente deux fois aux suffrages de l'Académie française, malheureusement sans succès. En 2003, il lance la collection d'essai intitulée "Désinformation" à l'Âge d'homme.

Ecrivain de combat, attaché au roi, à la foi orthodoxe et à l'amitié franco-russe, Vladimir Volkoff n'aura pas ménagé sa peine pour défendre ses idéaux. Face aux désordres géopolitiques qui s'annoncent, il nous aura montré la voie de la fidélité et de la lucidité.

■

*** Dossier H Vladimir Volkoff, *L'Âge d'homme, 412 p., 45 euros.***

BIBLIOGRAPHIE

*** *Florence de Baudus,* Volkoff lapidaire*, L'Age d'homme, 2000.***

*** *Florence de Baudus,* Le Monde de Vladimir Volkoff*, L'Âge d'homme, 2003*.**

L'AF DES ANNÉES 1950

« D'autres plaisirs me furent apportés par mon engagement à l'Action française. Il y avait, à l'Institut de politique nationale qui se réunissait dans la salle des Sociétés savantes, des cours, des conférences avec des orateurs éblouissants comme Pierre Boutang, mais la fine fleur de nos activités consistait à livrer bataille tous les jeudis à onze heures, sous la voûte d'entrée de la Sorbonne, à des communistes auxquels des gaullistes venaient prêter main forte quand ils n'étaient plus à dix contre un. Dans ces conditions, il nous arrivait rarement d'avoir le dessus, mais des jeunes filles du monde soignaient les blessés au salon de thé Albion. Dans le même cadre je collaborai à* La Gazette Littéraire *et à* Amitiés Françaises Universitaires*, ce qui me valut de faire les deux seules interviews de ma vie : celle de Gabriel Marcel, nain embusqué derrière ses piles de livres, et Jean-Louis Barrault, lové sur son fauteuil Louis XIII. »

Vladimir VOLKOFF

« Les milliards d'heures passées par des millions de nos contemporains devant leur télévision ne laisseront aucune trace, sauf un châtiment : l'abêtissement. Les livres, eux, sont des bombes à retardement »

Vladimir VOLKOFF

Une lettre inédite de Mme Léon Daudet

Le dimanche 2 juillet 2006, notre amie très fidèle, Mme Yvonne Peyrerol, fêtait ses quatre-vingt-dix ans à Saint-Jean-de-Vaux (Saône-et-Loire) entourée par de nombreux amis d'Action française. Au cours de cette journée amicale réunissant des participants de toutes générations (la plus jeune, venue avec ses parents, étant âgée de trois mois !) Mme Peyrerol a lu une belle lettre qu'elle avait reçue en 1938 de Mme Léon Daudet qui, à l'époque, apportait son aide au secrétariat du mouvement d'Action française. Plusieurs de nos amis ont souhaité posséder le texte de cette lettre qui trace un programme d'action toujours actuel. Le voici :

Chère mademoiselle,

Le secrétariat Y.C.M. (1) m'a montré votre si gentille lettre et je veux vous en remercier et vous dire aussi ma vive gratitude pour l'envoi de ce mandat de trente francs pris sur votre bourse de jeune fille. Vos abonnements à A.F.M. (2) seront faits ; vous avez bien raison de travailler intelligemment à la propagande car malgré les apparences ce sont les idées qui mènent le monde, et quand on sème des idées belles et *vraies* on doit sûrement récolter des actions nobles et justes. Il faut croire ; il faut lutter ; il faut aussi prier quand on sert une grande cause.

Croyez à ma sympathie.

M.L.Daudet.

Mme Peyrerol entourée par Gaëtan di Lernia, Sébastien de Pouzols, Alexandre Boritch et Pierre Pujo

(1) Initiales d'Yvonne Fayard, Claire Daudet et Moune Despax

(2) *L'Action Française* mensuelle.

***Mme Peyrérol nous prie par ailleurs de publier le message suivant :* « Ne pouvant joindre à mon grand regret toutes les personnes qui m'ont souhaité mon anniversaire et dont je ne connais parfois ni l'adresse ni le numéro de téléphone j'exprime tous mes plus chaleureux remerciements et ma reconnaissance à tous ceux qui, par leur présence, l'envoi de lettres, de cartes, de fleurs, le don de magnifiques cadeaux, m'ont témoigné tant d'affection. Et tout particulièrement aux organisateurs de cette belle fête MM Boritch et Foyard.**

■

Édité par PRIEP S.A. au capital de 192.085 euros – 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris – Imprimerie RPN – 93150 Le Blanc-Mesnil
Numéro de commission paritaire 0407K86761 – Directeur de la publication : Pierre Pujo